

Histoire et Philatélie

Haïti et la République dominicaine



Table des matières

1) Haïti

- I. *La conquête espagnole (1492-1530)*
- II. *Le paradis de la flibuste (1530-1697)*
- III. *Saint-Domingue (1697-1789)*
- IV. *De la révolution à l'indépendance (1789-1804)*
- V. *Les premiers despotes haïtiens (1804-1879)*
- VI. *L'éternel chaos (1879-1957)*
- VII. *Le duvaliérisme (1957-1986)*
- VIII. *L'après-duvaliérisme (1986-...)*

2) La République dominicaine

- I. *Vers l'indépendance (1795-1844)*
- II. *Succès militaire et chaos politique (1844-1865)*
- III. *L'anarchie (1865-1930)*
- IV. *L'ère Trujillo (1930-1961)*
- V. *L'après-trujillisme (1961-...)*

Pour les timbres-poste, la numérotation Yvert et Tellier a été choisie

Les abréviations suivantes sont employées:

- H : Haïti

- D : République dominicaine

Première partie :

Haiti



Extrait de www.canalplushaiti.net

I. La conquête espagnole (1492-1530)

L'histoire moderne de l'île débuta le 7 décembre 1492, lorsque Christophe Colomb y mit pied à terre, à la pointe de la presqu'île située au nord-ouest d'Haïti, au lieu qu'il nomma le *Môle Saint-Nicolas*. À l'île entière, trouvant une grande ressemblance avec les rivages espagnols, il donna le nom d'*Isla Española*, qui devint rapidement *Hispaniola*.



D, 1991, n° 1088B



D, 2008, n° 1567

Arrivée de Colomb à Hispaniola.



1992, n°s 853/854

Indigène observant le débarquement de Colomb

L'île n'était pas déserte: elle était habitée par environ un million de *Tainos*, des indigènes Arawaks venus d'Amérique du Sud. Les Tainos d'Hispaniola étaient répartis en cinq caciquats, des entités indépendantes l'une de l'autre, et gouvernées par un chef absolu, le cacique. Ces cinq caciquats étaient :

- Au nord-ouest: Marien, avec le cacique Guacanaric.
- Au sud-ouest, Xaragua, avec le cacique Bohechio.
- Au centre, Maguana, avec le cacique Caonabo.
- Au nord-est, Magua, avec le cacique Guarionex.
- Au sud-est, Higüey, avec le cacique Cayacoa.



Guacanaric



Guarionex



Caonabo

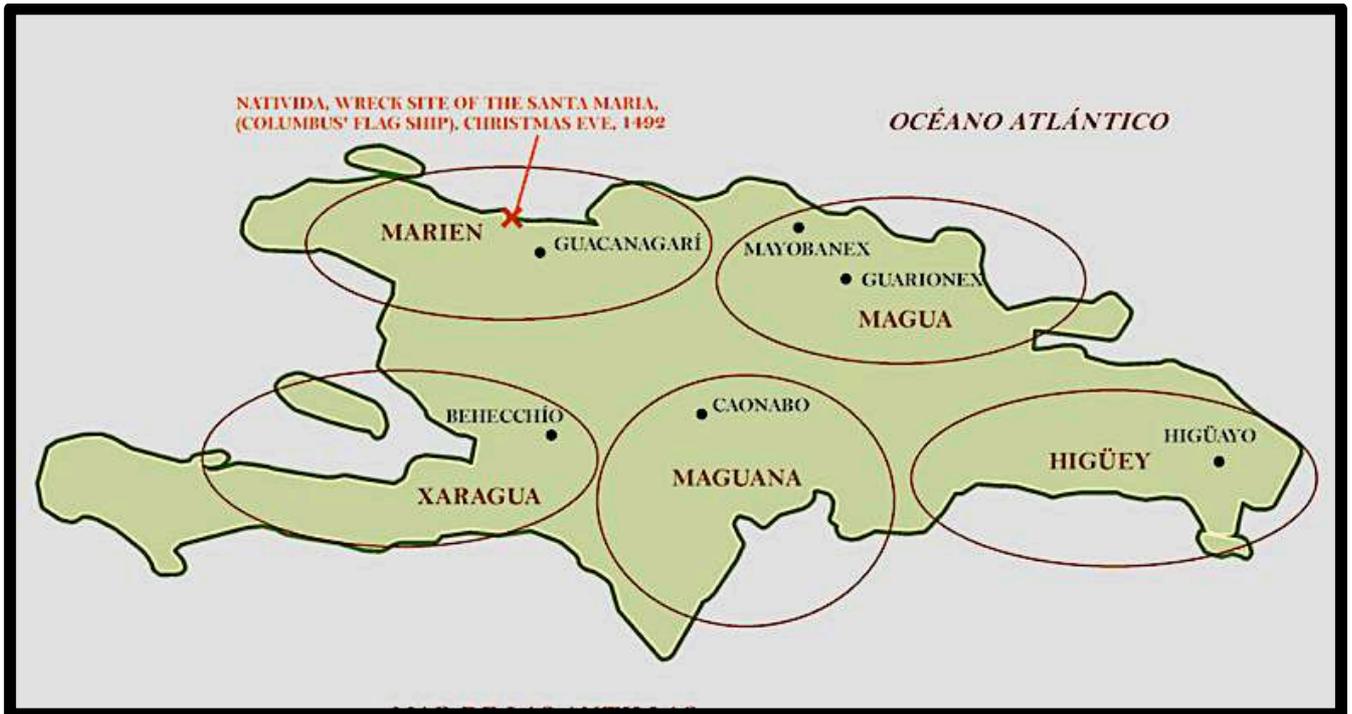


Bohechio



Cayacoa

D, 1975, n°s 770/774



Carte des caciquats d'Hispaniola en 1492

Extrait de : <http://www.yale.edu/gsp/colonial/images/hispaniola/pre-colonial.jpg>

Colomb fut bien accueilli par Guacanagaric, le cacique de Marien. Celui-ci lui permit d'installer un camp fortifié à *La Navidad*, tout près de l'actuel Cap Haïtien. C'est là que la *Santa Maria*, le navire-amiral de Colomb, fit naufrage dans la nuit de Noël 1492.



*D, 1991, n° 1088A
La Santa Maria*



*1954, P.A. n°s 97/98
La Navidad*



Colomb retourna en Europe le 16 janvier 1493, pour rendre compte de ses découvertes au souverains espagnols. Il laissa 39 Espagnols sur place, leur promettant de revenir le plus rapidement possible.

Cependant, le but de Colomb et des Espagnols n'était pas de "découvrir", mais de coloniser, convertir et s'enrichir. Les 39 Espagnols laissés sur place, ayant découvert que les cours d'eau charriaient de l'or, s'engouffrèrent dans l'intérieur de l'île, et pénétrèrent dans le caciquat de Maguana, où régnait le cacique Caonabo, qui était nettement moins pacifique que le souverain de Marien : les 39 Espagnols furent rapidement massacrés.

Pendant ce temps, Colomb revint en Amérique avec une flotte de 17 navires, et 1500 colons, dont le seul but était de s'enrichir. Le campement de La Navidad ayant disparu, il s'installa en janvier 1494 plus à l'est dans le caciquat de Magua, sur le site qu'il baptisa *La Isabela* (actuellement Puerto Plata, en République dominicaine). Quelques années plus tard, les Espagnols allaient faire d'un nouvel établissement, au sud de l'île, dans le caciquat de Maguana, leur ville principale : ils l'appelèrent *La Nueva Isabela*, qui deviendra Santo Domingo, la capitale de la République dominicaine.



*D, 1946, n° 393 & P.A. n°s 67/68
450^e anniversaire de la fondation de la ville de Santo Domingo*



*D, 1902, n° 116
400^e anniversaire de la fondation de la ville de Santo Domingo*

Dès 1493 commença le génocide : la mortalité chez les indigènes, réduits à l'esclavage et aux travaux forcés, devint extrêmement élevée.

Le premier à se révolter fut Caonabo, cacique de Maguana. Mais il fut capturé par ruse, et périt pendant son transfert en Espagne.

Les caciquats furent soumis l'un après l'autre. Cela s'accompagna d'innombrables scènes de massacre. Anacaona, la soeur du cacique Bohechio de Xaragua et veuve de Caonabo, essaya vainement d'amadouer les Espagnols. Elle fut invitée avec sa suite à une fête par Nicolas de Ovando, le gouverneur de Santo Domingo depuis 1501, qui enferma tous les indigènes et mit le feu à l'immeuble. Anacaona fut pendue.



D, 1998, n° 1322



1975, n° 775

Anacaona

Les Espagnols créèrent quinze villes dans l'île. Ces villes avaient, au-delà de leur rôle administratif, surtout une fonction militaire : celle de quadriller tout l'espace de l'île.

Privée de tous ses chefs, la résistance indienne s'effondra, jusqu'à l'entrée en scène du cacique Enriquillo. Fils d'un chef local, il était réduit à l'esclavage et aux travaux forcés. Il s'avada, et organisa une résistance dans les montagnes du centre. Les Espagnols ne parvenant pas à anéantir la résistance, Charles-Quint lui-même fit proposer vers 1530 au cacique Enriquillo un compromis : en compensation de la cessation des hostilités, Enriquillo et les siens pourraient s'installer dans un territoire libre non loin de Santo Domingo. Enriquillo accepta, mais ses 4000 partisans furent rapidement décimés par la maladie et la malnutrition. Actuellement, il est difficile d'établir la part de vérité et de légende dans la révolte d'Enriquillo, la dernière de la population indigène contre les Espagnols. Mais il reste vénéré, aussi bien à Haïti qu'en République dominicaine, comme un champion de la lutte pour la liberté.



1986, n°s 838/840

1996, n° 862D



1986, P.A. n°s 647/649



D, 1985, n°s 975/976



D, 1991, n° 1088F

La révolte du cacique Enriquillo



1986, bloc 46
Le cacique Enriquillo

Le système de l'*encomienda* (obligation pour les indigènes à travailler sans rétribution dans les mines et dans les champs : véritable esclavage avec travaux forcés) a causé en 25 ans l'extinction pratiquement totale de la population native. Rares sont les religieux espagnols qui se sont opposés à ce génocide effectué au nom de la colonisation et de l'évangélisation, comme Fray Antonio de Montesinos ou Bartolomé de Las Casas.



D, 2011, n° 1651A
Le célèbre sermon de
Fray Antonio de Montesinos (1511)



Mexique, 1966, n° 724
Bartolomé de Las Casas

II. Le paradis de la flibuste (1530-1697)

Après avoir pillé Hispaniola et massacré la population, les Espagnols quittèrent l'île à partir de 1520, les filons d'or étant épuisés. Vers 1600, l'île ne comptait plus que quelques milliers d'habitants ! Les quelques colons qui restèrent sur place se tournèrent, faute d'or, vers la canne à sucre. Cette production exigeait une main-d'oeuvre élevée, trouvée d'abord sur place parmi les rares indigènes survivants, plus tard par l'arrivée des esclaves d'Afrique.

Les richesses des Caraïbes attiraient un grand nombre d'aventuriers français, anglais et hollandais. Ceux-ci obtenaient facilement de leurs gouvernements respectifs des lettres de marque, qui faisaient de ces pirates des "corsaires de Sa Majesté", autorisés à s'emparer de tout navire marchand ennemi (espagnol) rencontré.

Ce furent surtout les Français qui s'installèrent progressivement dans la partie occidentale d'Hispaniola, à partir de la deuxième moitié du 16^e siècle, tandis que les plus aventureux organisaient à l'île de la Tortue, une petite île au nord d'Hispaniola, une société de boucaniers et de flibustiers.



1961, n^os 461/465 & P.A. n^os 223/225
Flibustiers de l'île de la Tortue

Les flibustiers – le nom vient du hollandais *vrijbuiters* – constituaient une véritable confrérie sous le nom de *frères de la côte*. Homme de la mer, de l’aventure et de la bagarre, avides de rapines et sans scrupules, ils ne songeaient qu’à s’emparer des galions espagnols qui transportaient les richesses des Caraïbes vers la mère patrie.



St. Christopher, Nevis & Anguilla, 1970, n° 226

François l'Olonnais, un des flibustiers les plus célèbres de l'île de la Tortue, redouté pour sa cruauté

Les moins aventureux étaient les boucaniers. Le nom vient de boucan, le lieu où les indigènes fumaient la viande. Ils étaient les chasseurs et les pourvoyeurs en viande des flibustiers.



Turks & Caicos Islands, 1971, n°s 276/279

Flibustiers et boucaniers

Ces boucaniers vinrent de plus en plus nombreux à se joindre aux colons français déjà installés à Hispaniola, d’où les autorités espagnoles affaiblies ne parvinrent plus à les en chasser.

En 1665, ces immigrants français étaient assez forts pour occuper au nom du roi de France toute la partie occidentale de l’île, qu’ils rebaptisèrent Saint-Domingue. Cette occupation progressive fut l’oeuvre de Bertrand d’Ogeron, qui avait été envoyé en 1665 comme gouverneur à l’île de la Tortue par la Compagnie des Indes occidentales. Il parvint à mettre de l’ordre dans l’île, et stimula l’installation des flibustiers sur la côte nord d’Hispaniola, où ils devinrent progressivement des cultivateurs, des planteurs de canne à sucre et des commerçants.

Lors de la signature du traité de Rijswijk en 1697, Louis XIV, vaincu, dut faire d'énormes concessions, mais reçut une seule compensation : l'autorité de la France sur la partie occidentale d'Hispaniola fut officiellement reconnue. Le nom de Saint-Domingue fut définitivement accepté.

Pendant la guerre de Succession d'Espagne, qui dura de 1701 à 1713, les Français et les Espagnols étaient alliés. Cette alliance porta un coup fatal à la flibuste. Mais la majorité de ces aventuriers avait le sens des affaires et comprit qu'il y avait plus de richesse à trouver en se reconvertissant comme planteur ou commerçant, plutôt que de s'accrocher à la piraterie dont les grandes heures étaient passées. Ce fut le début de l'incroyable richesse de l'île.

III. Saint-Domingue (1697-1789)

Saint-Domingue allait devenir en peu de temps la colonie française la plus prospère et la plus riche, grâce à la canne à sucre. De nombreux Français partirent pour s'installer dans l'île, où l'on distinguait dès le début de la colonisation trois classes bien distinctes : la haute administration et les militaires, les grands planteurs et les "petits Blancs".

Les hauts fonctionnaires et les militaires étaient des nobles désœuvrés ou endettés et des aventuriers avides, épicuriens et dépravés.

Les grands planteurs descendaient surtout des premiers boucaniers. Ils étaient les richissimes propriétaires d'immenses champs de canne à sucre.

Les "petits Blancs" provenaient de la petite bourgeoisie et du prolétariat. Ils devinrent boutiquiers, artisans, petits employés. Ce n'est que beaucoup plus tard, avec l'éclosion de la culture du café, qu'ils parvinrent eux aussi à atteindre un meilleur niveau de vie.



Barbade, 1950, n° 195



*Guadeloupe, 1947, n° 200
La culture de la canne à sucre.*



Martinique, 1947, n° 232

Si les colons pouvaient mener une vie oisive et insouciant, c'est parce que le travail était réservé à d'autres : les esclaves venus de la côte occidentale de l'Afrique, car le génocide espagnol avait décimé la population indigène. La traite des Noirs était un commerce parfaitement toléré et accepté, et on estime à cent millions le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants enlevés à l'Afrique et transportés en Amérique et dans les Caraïbes, pendant trois siècles et demi. Les Espagnols et les Portugais furent les premiers à s'occuper de la traite des Noirs, rapidement suivis par les Hollandais, les Français et les Anglais.

Le travail des esclaves dans les plantations de canne à sucre était inhumain, et provoquait une énorme mortalité : au nombre de 800 000 vers 1680, il n'était plus que 290 000 un siècle plus tard.

Bientôt, une nouvelle classe de population allait voir le jour à Saint-Domingue : les nègres affranchis. De nombreux esclaves furent affranchis par leurs maîtres, non par humanité, mais simplement parce que ces derniers estimaient à juste titre que des esclaves de qualité donneraient une meilleure rentabilité après avoir reçu la liberté. À ces nègres affranchis, il faut ajouter un grand nombre de gens de couleur, libres parce que nés des amours entre un maître blanc et une esclave noire.

Il y eut donc rapidement un état mitoyen entre les Blancs et les esclaves nègres : les gens de couleur et les nègres affranchis. Ces derniers, infatigables travailleurs, parvinrent petit à petit à devenir à leur tour des propriétaires. La population européenne demeurait faible, et la production s'en ressentait. C'est pourquoi les affranchis furent progressivement associés à la production et eurent accès à la propriété et à la richesse. Bientôt, il y eut à Saint-Domingue une élite noire, riche et cultivée, employant à son tour des esclaves, et envoyant ses enfants s'instruire en France.



*St. Vincent, 1984, n°s 762/764
Esclaves travaillant dans les plantations de canne à sucre*

Au 18^e siècle, la richesse de Saint-Domingue était telle que l'apport global de la colonie représentait un quart du commerce total de la France. Mais le développement commercial de l'île était limité par le pacte colonial, décrété par Colbert. Selon ce pacte, la France jouissait de l'exclusivité du commerce de Saint-Domingue, et devait être le seul fournisseur autorisé de sa colonie. Il était également interdit d'établir des industries à Saint-Domingue !

Les nombreuses guerres menées par la France ont régulièrement interrompu le commerce de l'île, Saint-Domingue étant coupée de la métropole par la marine hollandaise et anglaise.

De là germa progressivement, dans l'esprit des colons blancs, l'idée d'indépendance de l'île. Une indépendance non motivée par un quelconque nationalisme, mais axée sur leurs intérêts et basée sur l'emploi des esclaves nègres.

Pendant ce temps, la partie orientale de l'île était toujours espagnole. Elle était nettement moins peuplée, et vivait surtout de grandes fermes d'élevage, qui fournissaient aux Français de l'Ouest la viande nécessaire.

La frontière entre la partie espagnole et la partie française, qui avait été jusqu'alors très floue, fut fixée définitivement en 1777 par le traité d'Aranjuez, signé par la France et l'Espagne.

IV. De la révolution à l'indépendance (1789-1804)

La révolution française de 1789 allait tout changer à Saint-Domingue.

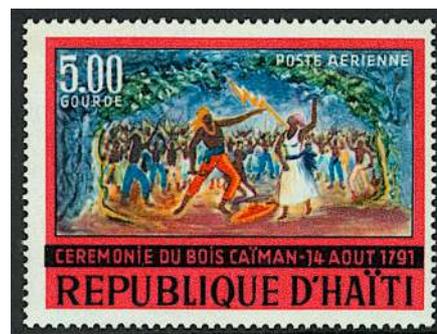
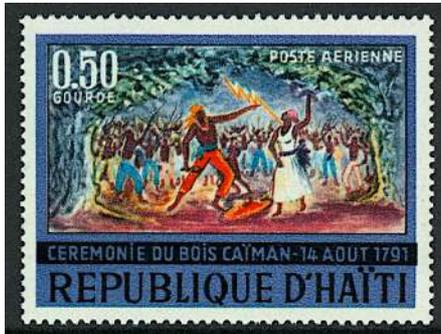
- Les grands planteurs, limités par le pacte colonial, et produisant plus que la métropole ne pouvait absorber, voulaient la liberté du commerce. La seule voie était de se libérer de la tutelle économique et politique de la France.
- Les Blancs voyaient avec mépris, mais aussi avec anxiété l'expansion démographique des gens de couleur affranchis, qui demandaient une égalité sociale et politique. Exprimé en termes actuels, ces derniers voulaient la fin de l'apartheid.
- Les esclaves nègres devenaient de plus en plus conscients que leur nombre était une force. Ils se retrouvaient unis dans une étrange religion, le vaudou, qui est un amalgame des religions importées de différentes tribus d'Afrique et du catholicisme. Leur soif de liberté engendra le bouleversement à Saint-Domingue.

L'action des esclaves révoltés reçut le nom de *marronnage*. Le mot vient de l'espagnol *cimarrón*, qui signifie esclave fugitif. A la fin de 18^e siècle, de plus en plus d'esclaves préfèrent fuir plutôt que de continuer à subir la captivité, le travail forcé et la servitude. Ils finissent par constituer de véritables bandes.

Il y avait déjà eu de nombreuses révoltes, la plus importante en 1747, menée par le Noir François Makandal.

Tout commença par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : tous les hommes (donc Blancs et Noirs) naissent libres et égaux en droit. Les Blancs de Saint-Domingue trouvèrent cette affirmation inacceptable, et un premier affrontement eut lieu en 1790, entre les Blancs de l'île et les forces du gouverneur, qui représentait l'autorité française. Les colons blancs furent vaincus, mais rien ne changea. En 1791, deux mulâtres prirent la défense des gens de couleurs affranchis: Vincent Ogé et Jean-Baptiste Chavannes. Ils voulaient faire reconnaître pacifiquement les droits des gens de couleur, mais ils furent pris et roués vifs. L'événement marqua la fin des espoirs d'égalité et de liberté des gens de couleur et les poussa à s'allier aux esclaves contre les colons.

La grande cérémonie vaudoue du Bois-Caïman, le 14 août 1791 allait déclencher l'insurrection des esclaves.



*1968, n°s 593/596 & P.A. n°s 363/369
La cérémonie du Bois-Caiman du 14 août 1791*

Cette insurrection éclata une semaine plus tard, dans la nuit du 21 au 22 août 1791. Les esclaves révoltés, menés d'abord par Boukman, ensuite par Jean François et Biassou, mirent l'île à feu et à sang.



*1968, n°s 615/617 & P.A. n°s 388/391
Révolte des esclaves dans la nuit du 21 au 22 août 1791*



*1991, n°s 851/852, P.A. n°s 662/664
200^e anniversaire de la révolte des esclaves de 1791*



1991, bloc 50
200^e anniversaire de la révolte des esclaves de 1791

C'est dans ce contexte d'insurrection que le 18 septembre 1792 arriva à Saint-Domingue un personnage extraordinaire, président d'une commission envoyée par Paris pour faire respecter les lois de la Convention. Il s'agit de *Léger-Félicité Sonthonax*, ardent révolutionnaire, jacobin convaincu, décidé à imposer à Saint-Domingue les idées libérales de Paris.

Il devint logiquement dès le début l'ennemi numéro un des colons blancs, qui demandèrent aux Anglais et aux Espagnols de les débarrasser de son encombrante présence. En échange de leur aide, ils étaient même prêts à leur livrer la colonie !

Mais Sonthonax s'allia aux esclaves révoltés, leur promettant la liberté en échange d'une participation à ses côtés aux combats contre les colons blancs royalistes et conservateurs. Les troupes de Sonthonax et des esclaves nègres occupaient grosso modo les campagnes, tandis que les Anglais s'emparaient des villes, et même, le 1^{er} juin 1794, de la capitale Port-au-Prince.

Sonthonax proclama en automne 1793 l'abolition générale de l'esclavage, mais il fut rappelé en métropole en 1794. Sa proclamation fut cependant ratifiée par la Convention le 4 février 1794.

Alors sonna l'heure du plus grand personnage de l'histoire d'Haïti : Toussaint Bréda, qui se fit nommer *Toussaint Louverture*.



1904, n°s 78 & 79



1904, n°s 78A & 79A

Toussaint Louverture

Né en 1743, esclave affranchi, il fut propulsé un peu malgré lui chef militaire lors de l'insurrection de 1791. Il se distingua rapidement par un sens très poussé de l'organisation, de la discipline et de la stratégie militaire.



1954, n° 344 & P.A. n° 73

Toussaint Louverture

En 1793, il se battit aux côtés des Espagnols, mais il se rallia l'année suivante au camp français républicain. Les Français républicains, grâce à cet appui inespéré des troupes disciplinées de Toussaint Louverture, battirent les Espagnols, qui furent obligés, le 22 juillet 1795, de signer le traité de Bâle, par lequel ils cédaient la partie orientale de l'île à la France. Les Anglais étaient également refoulés, et ne gardaient plus que quatre villes, dont Port-au-Prince.

En remerciement, Toussaint Louverture fut nommé en 1795 général de brigade et en 1797 commandant en chef de l'armée de Saint-Domingue. Il parvint d'abord à évincer le général Lavaux, ensuite Sonthonax qui était revenu à Saint-Domingue. Ces deux Français étaient pourtant très favorables aux aspirations des Noirs, mais ils portaient ombrage à l'autorité de Toussaint Louverture, qui glissait progressivement vers un pouvoir personnel.

En août 1798, il obtint la reddition des Anglais, qui restituèrent les quelques places fortes qu'ils détenaient encore. Alors commença en 1799 une véritable guerre civile entre Toussaint Louverture avec ses anciens esclaves noirs, qui occupaient le Nord de l'île, et André Rigaud, qui était à la tête de l'ensemble des Mulâtres, et qui occupait le Sud de Saint-Domingue. Après une guerre fratricide d'une incroyable cruauté, ponctuée par de nombreux massacres, Louverture en sortit vainqueur et était depuis lors, en 1800, le chef incontesté de l'île.

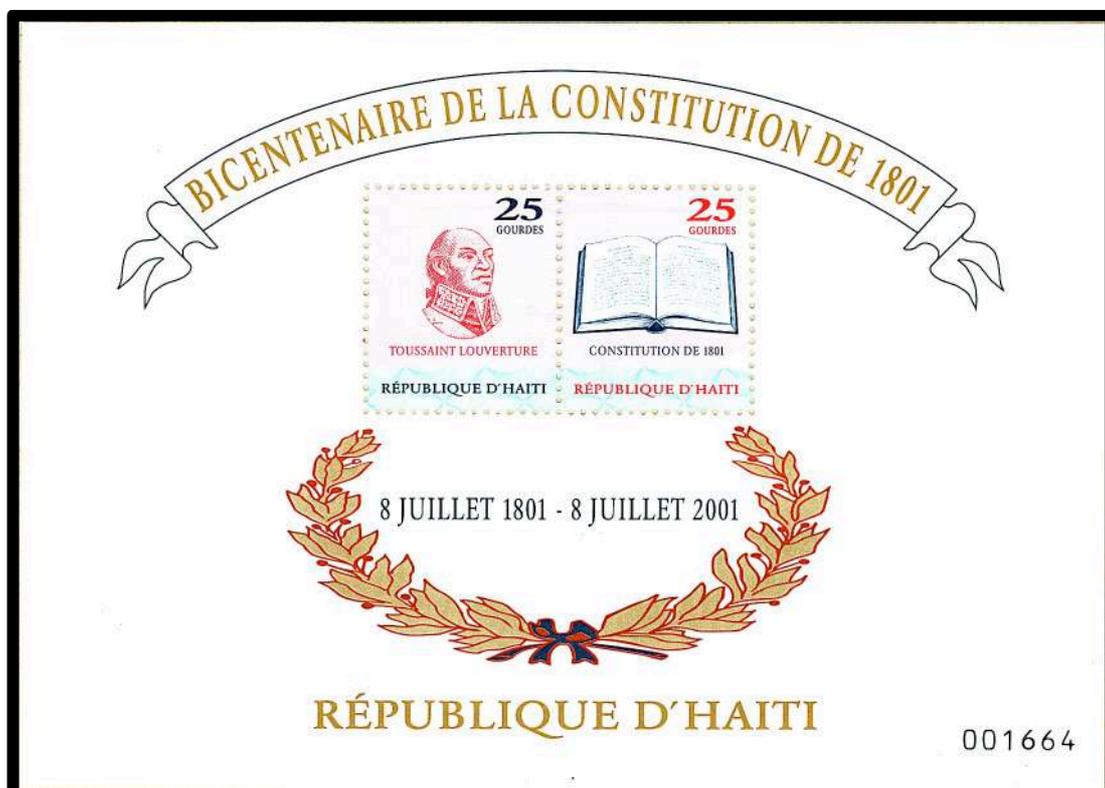
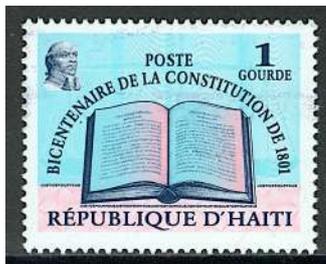


2003, n°s 908/913
Toussaint Louverture

Alors, Louverture se tourna vers l'Est. Le traité de Bâle de 1795 avait bien donné l'île entière à la France, mais en pratique rien n'avait changé, et la France n'avait jamais pris possession de sa nouvelle propriété. Ce fut Louverture qui occupa la partie orientale de l'île, et qui fit une entrée triomphale à Santo Domingo le 26 janvier 1801.

Maître de Saint-Domingue, Louverture se trouvait cependant dans une situation paradoxale : alors que les Français y étaient absents, il n'était en fait que le représentant local de la France dans sa colonie des Caraïbes. Il s'attela à tous les problèmes, mais les difficultés s'amoncelaient. D'abord les problèmes économiques : Louverture ouvrit le commerce aux Anglais et aux Américains. Pour assurer la production, il dut rappeler les colons émigrés, et il fit réintégrer les ateliers aux anciens esclaves, qui retrouvaient un peu la situation précédente, le statut d'esclave en moins. Il se coupa ainsi petit à petit, du peuple qui l'avait d'abord adoré.

Pour lever l'ambiguïté politique de la dépendance envers la France, Louverture promulga le 8 juillet 1801 une constitution qui donnait une indépendance de fait à l'île et faisait de lui le *gouverneur général à vie de Saint-Domingue*.



*2003, n°s 902/907 & bloc 60
200^e anniversaire de la constitution de 1801*

Mais à Paris, Napoléon Bonaparte, alors premier consul, voulait à tout prix ramener l'île à la situation antérieure, avec le retour à l'esclavage et au pacte colonial. Il nomma en 1801 son beau-frère, le général Charles Leclerc, époux de Pauline Bonaparte, gouverneur de Saint-Domingue, avec mission de mettre fin à ce qu'il nommait "cette comédie qui ridiculise la France".

Mais à Saint-Domingue, les Noirs, à l'arrivée des troupes françaises, s'enfoncèrent dans l'intérieur du pays, empoisonnant les sources, saccageant les plantations, détruisant les réserves de nourriture, massacrant les Blancs et mettant sur leur passage le pays à feu et à sang. Les Français ne trouvèrent que mort et désolation. Un des épisodes les plus célèbres fut la défense de la Crête-à-Pierrot, où le général Louis Daure Lamartinière, secondé par son épouse, résista pendant 20 jours, en mars 1802, avec 1200 hommes, contre les 12000 soldats de Leclerc, avant d'exécuter avec succès une retraite au travers des lignes françaises.



*1954, n°s 345 & P.A. n° 79
Le général Louis Daure Lamartinière*

Mais la situation de Louverture, aidé par ses lieutenants Henri Christophe et Jean-Jacques Dessalines, devint rapidement intenable. Après une pénible guérilla, Louverture, usé, à bout de souffle, se soumit à Leclerc en mai 1802. Sur ordre de Napoléon, il fut arrêté en juin, et déporté en France. Il fut interné à la forteresse de Joux, dans le Jura. Souffrant du froid et de la faim, dans un isolement total, il y mourut de pneumonie le 7 avril 1803, après une captivité extrêmement pénible, voulue par Napoléon.



*1953, n° 340
150^e anniversaire de la mort de Toussaint Louverture*



*France, 1965, n° 1441
La forteresse de Joux, dans le Jura*

Pendant ce temps, la paix était revenue à Saint-Domingue, mais pas pour longtemps : le 16 juillet 1802 arriva la nouvelle que l'esclavage était rétabli à Saint-Domingue. L'incrédulité et la consternation firent rapidement place, chez la Noirs, à la colère.

Une lutte à mort s'engagea. L'armée de Leclerc était en pleine décomposition, décimée par la fièvre jaune. Des 34 000 hommes du corps expéditionnaire français, il n'en restait plus que 5 000. La lente et laborieuse pacification fut réduite à néant, et bientôt il ne restait plus que trois villes aux Blancs : Port-au-Prince, Cap-Français et Saint-Marc.

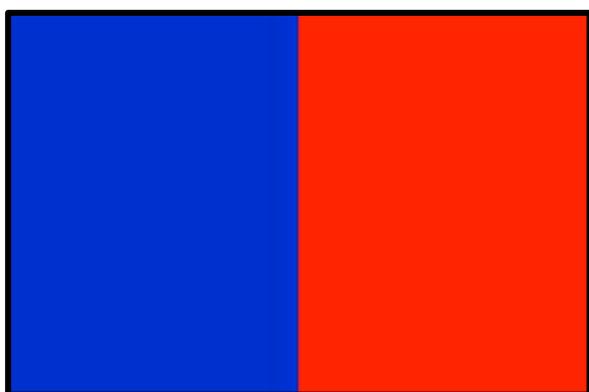
La plupart des officiers noirs, comme Clervaux, Pétion et Dessalines, qui s'étaient d'abord ralliés à Leclerc, désertèrent et rallièrent le camp des Noirs.

Le 18 mai 1803, Dessalines créa avec Pétion le drapeau de la future nation que les Noirs voulaient faire éclore. C'était bien trouvé : Dessalines prit le drapeau français, et s'exclama: "Le bleu symbolise les Noirs, le blanc les Blancs et le rouge les Mulâtres. J'élimine le blanc...". Le premier drapeau haïtien était né.



1953, P.A. n°s 67/68

150^e anniversaire de la création du drapeau de la future nation haïtienne



Drapeau de Dessalines de 1803



Drapeau actuel d'Haïti

Leclerc mourut à son tour de fièvre jaune, le 2 novembre 1802. Son successeur fut Donatien de Rochambeau, le fils du célèbre Rochambeau qui s'était illustré dans la guerre d'indépendance américaine. Entre Rochambeau et Dessalines se joua alors la dernière partie de la guerre, d'une cruauté inouïe de part et d'autre.

Rochambeau, qui ne disposait plus que de 2000 hommes malades et épuisés, se retira dans la ville de Cap-Français. La bataille finale eut lieu le 18 novembre 1803, quand Capois-la-Mort, héros d'un courage légendaire, s'empara du fort de Vertières, qui commandait l'entrée de la ville. Le lendemain, Rochambeau se rendit à Dessalines, en échange de l'autorisation de s'embarquer avec ses troupes.



*1954, n° 349
Capois-la-Mort*



1946, n°s 310/318 & P.A. n°s 35/42



1947-1948, n° 323 & P.A. n°s 44/46
 Capois-la-Mort à l'assaut de la forteresse de Vertières



1950, P.A. n°s 55/57

1960, C.P. n° 5

Capois-la-Mort à l'assaut de la forteresse de Vertières

Dessalines proclama le 1^{er} janvier 1804 l'indépendance de Saint-Domingue, et baptisa l'île Haïti, son appellation indienne d'origine. Le texte de cette proclamation fut écrit par Louis Boisrond-Tonnerre, le secrétaire de Dessalines, qui fut lui-même exécuté en 1806 après l'assassinat de son maître.



La prise du fort de Vertières



La défense de la Crête-à-Pierrot par Lamartinière et son épouse

1953, n°s 341/342 & P.A. n°s 69/72

150^e anniversaire de la proclamation de l'indépendance



1954, n° 347 & P.A. n° 75

Louis Boisrond-Tonnerre

La répression envers les Blancs fut effroyable : après une folie sanguinaire de dix jours, il ne subsistait plus un seul Blanc dans tout Haïti...

Pendant ce temps, le général français Jean-Louis Ferrand s'était retranché avec les quelques centaines de rescapés du corps expéditionnaire français dans la partie orientale de l'île, à Santo Domingo. Cette partie était officiellement française depuis le traité de Bâle de 1795. Là, il parvint à se maintenir pendant cinq ans, avant d'être battu le 7 novembre 1808 par une coalition d'Espagnols, d'Anglais et de rebelles dominicains. Ferrand se suicida sur le champ de bataille, et la France capitula officiellement le 9 juillet 1809. Les Espagnols reprirent possession de la partie orientale de l'île.

V. Les premiers despotes haïtiens (1804-1879)

Jean-Jacques Dessalines, après avoir proclamé l'indépendance d'Haïti le 1^{er} janvier 1804, se nomma lui-même gouverneur à vie. Mais, suivant l'exemple de Bonaparte en France, il se proclama le 22 septembre 1804 empereur des Haïtiens, sous le nom de Jacques I^{er}.

Il continua à militariser le pays, craignant un retour des Français. Il se présenta comme le protecteur des masses populaires, mais cela se fit au détriment des Mulâtres, qui avaient pris la place des colons blancs disparus.

Sa dureté et son oppression des Mulâtres lui ayant procuré de solides inimitiés, il fut assassiné le 17 octobre 1806.

Bien que Toussaint Louverture ait été le véritable fondateur de l'état d'Haïti, l'honneur de "père de la patrie" est encore actuellement toujours donné à Dessalines, simplement à cause de sa proclamation de l'indépendance du pays. Il est donc normal qu'il est le personnage le plus "timbrifié" d'Haïti.



1904, n^os 80 & 81



1904, n^os 80A & 81A



1947, n^os 319/322 & P.A. n^o 43



1954, n^o 353A

Jean-Jacques Dessalines



1955, n°s 364/367 & P.A. n°s 99/100 ; 1955, P.A. n°s 105/106 ; 1957, n°s 371/372
1954, P.A. n° 76 ; 1960, n°s 435/436



1958-1960, n°s 378/378C & P.A. n°s 122A/123



1960, C.P. n°s 1/4



1963, n°s 505/506 & P.A. n°s 274/275
Jean-Jacques Dessalines



1972, n°s 708/710 & P.A. n°s 483/484 ; 1976, n°s 753/754 & P.A. n°s 553/560 ;
 1977, n°s 755/756 & P.A. n°s 567/568 ; 1980, n° 776 & P.A. n°s 593/596 ;
 1982, P.A. n°s 614/615



1978, n°s 763/767



1976, n° 751 ; 1981, P.A. n° 613A ; 1980, Michel n°s 1363/1365



1974, n°s 740/742 & P.A. n°s 526/529 ; 1977, n° 752 ; 1976, P.A. n° 549
Jean-Jacques Dessalines



1962, Service n°s 6/9
Jean-Jacques Dessalines



1949, n°s 324/331
200^e anniversaire de Port-au-Prince
Dessalines entre Washington et Bolivar



1950, n°s 333/336
Mêmes timbres, surchargés pour le 75^e anniversaire de l'UPU



1967, n°s 570/573 & P.A. n°s 346/348
Jean-Jacques Dessalines

Après l'assassinat de Dessalines, ce fut son lieutenant Henri Christophe qui prit la succession. Le 28 décembre 1806, il fut nommé président de la république haïtienne, mais ses pouvoirs furent limités par une nouvelle constitution.

Recherchant l'absolutisme comme son prédécesseur, Henri Christophe voulut éliminer l'Assemblée, mais se heurta à un autre lieutenant de Dessalines : Alexandre Pétion. L'assemblée désavoua Christophe, mais celui-ci regagna son territoire du Nord, avec Cap-Haïtien (ex-Cap-Français) comme capitale, où il se fit proclamer en janvier 1807 roi d'Haïti, sous le nom d'Henri 1^{er}. Pétion, quant à lui, fut nommé président par l'Assemblée, et il gouverna sur le Sud d'Haïti, avec Port-au-Prince comme capitale. Il y avait donc deux gouvernements rivaux à Haïti.



1954, P.A. n° 77
Henri Christophe



H, 1904, n°s 82 & 83

H, 1904, n°s 82A & 83A



*1954, n° 346 & P.A. n°s 74 & 78
Alexandre Pétion*

Henri Christophe fut un grand bâtisseur. Son oeuvre majeure était le palais Sans-Souci, près de Cap-Haïtien. Ce palais était une réplique exacte du palais du roi de Prusse Frédéric II, à Potsdam. Au-dessus de ce palais, il fit construire une impressionnante citadelle. La construction de cette forteresse imprenable coûta cependant la vie à plus de 20 000 hommes, astreint à un véritable travail forcé. Même La Ferrière, l'architecte français qui en avait conçu les plans, paya l'oeuvre de sa vie : il fut exécuté par Christophe pour ne pas pouvoir révéler les secrets de la forteresse.



1954, n° 353 & P.A. n°s 92/96

Restauration de la citadelle d'Henri Christophe. Effigies d'Henri Christophe et du président Magloire



*1954, n° 254
La citadelle d'Henri Christophe*



*1954, n° 352 & P.A. n°s 87/91
Restauration de la citadelle d'Henri Christophe*

Henri Christophe fit parfois défiler ses soldats sur les remparts. Ne recevant pas l'ordre de s'arrêter, ils continuèrent d'avancer et tombèrent dans le vide. Des folies pareilles finirent par laisser ses partisans, qui l'abandonnèrent peu à peu. Renié de tous, Henri 1^{er} mit fin à ses jours dans sa citadelle, le 8 octobre 1820.

Pendant ce temps, Pétion gouvernait dans le Sud, à Port-au-Prince. Intelligent et démocrate, il fit de son mieux pour développer et organiser la partie de l'île qui était sous sa domination, mais il dut constater que le peuple manquait de la plus élémentaire maturité pour que ses tentatives aient une chance de réussite. Déprimé et désabusé, il mourut le 29 mars 1818.

Haïti étant un véritable précurseur dans la course à l'indépendance des pays latino-américains, Pétion accueillit et hébergea plusieurs leaders de l'Amérique du Sud, comme Miranda et Bolivar.



Alexandre Pétion en médaillon, buste de Bolivar



*Bolivar en médaillon, Alexandre Pétion de face
1985, n°s 835/836 & P.A. n°s 643/646*



*Bolívar en médaillon, Alexandre Pétion de face
1996, P.A. n° 671C*

Après la mort de Pétion, la présidence du Sud fut donnée au général Jean-Pierre Boyer. Son premier objectif fut rapidement atteint : la réunification d'Haïti. Après le suicide du roi Henri I^{er} dans le Nord en 1820, Boyer monta à Cap-Haïtien avec son armée, et il y fut fêté comme libérateur.

Il se tourna ensuite vers l'Est, qui était redevenue espagnole en 1809, après la capitulation française. Mais les Espagnols laissaient leur colonie à l'abandon, et les habitants de cette partie de l'île se révoltèrent en 1821. Boyer saisit l'occasion, et en 1822, il entra à la tête de son armée dans Santo Domingo. L'île toute entière était de nouveau réunifiée.

En France, Charles X reconnaissait enfin l'indépendance d'Haïti, par une ordonnance du 17 avril 1825. Il réclama une énorme "dette d'indépendance", que Boyer non seulement accepta de payer contre toute logique, mais que, vaniteux et d'une fierté ridicule, il augmenta de sa propre initiative jusqu'au prix fabuleux de 150 millions de francs ! Cette dette signifiait le début de la pauvreté chronique de l'île.

La présidence de Boyer fut la plus longue de l'histoire d'Haïti: elle dura 25 ans, jusqu'en février 1843. Il fut renversé par le mécontentement général suite à l'incurie de son gouvernement après le tremblement de terre du 7 mai 1842.

Après Boyer se succédèrent un nombre impressionnant de présidents insignifiants et fantasques, entre 1843 et 1879. La plupart périrent de mort violente ou furent exilés, et ne laissèrent pas un souvenir impérissable dans l'histoire d'Haïti : Rivière Hérard, Philippe Guerrier, Louis Pierrot, Jean-Baptiste Riché, Faustin Soulouque (qui alla jusqu'à se proclamer empereur en 1849 !), Fabre Geffrard, Sylvain Salnave, Nissage Saget, Michel Domingue, Boisrond Canal.

Cette période se caractérise par la scission de la partie orientale de l'île en 1844, sous le nom de République dominicaine. Ce fut une période terrible pour l'île, avec le chaos politique, le désordre économique, les complots, les insurrections, les massacres, l'inflation galopante. L'île, qui avait été autrefois la colonie la plus riche et la plus prospère de la France, connaissait une misère effroyable.

VI. L'éternel chaos (1879-1957)

A partir de 1879, Haïti connut enfin quelques présidents de qualité. Le premier fut Lysius Salomon, président de 1879 à 1888. Son gouvernement fut sage et constructif : il réorganisa l'armée et l'enseignement, essaya d'équilibrer le budget et mata les éternelles insurrections. Du point de vue postal, c'est sous son gouvernement qu'Haïti adhéra à l'UPU, en 1881, et que le premier timbre-poste d'Haïti vit le jour, également en 1881.



1887, n°s 16/20
Président Lysius Salomon



1984, P.A. n°s 636/637
100^e anniversaire du premier timbre-poste haïtien. Effigie de Lysius Salomon

Après une longue et meurtrière bataille électorale, ce fut finalement Florvil Hyppolite qui fut élu. Président de 1889 à 1896, il modernisa l'île, améliorant le réseau routier et le réseau hydraulique, faisant construire les abattoirs de Port-au-Prince, édifiant des ponts et des marchés publics, modernisant les ports et développant le téléphone et le télégraphe. Il fut un des meilleurs, peut-être le meilleur président de l'histoire d'Haïti, et il est étonnant qu'il ne reçut jusqu'à présent aucun timbre à son effigie.

Son successeur fut Tirésias Simon Sam, président de 1896 à 1902. Il continua la modernisation de l'île, avec l'installation du tramway et des chemins de fer.



*1898-1899, n°s 47, 49, 51, 53, 55, 59, 60 & 61
Président Tirésias Simon Sam*

La fin de la présidence de Tirésias Simon Sam fut marquée par un grand conflit avec l'Allemagne, qui faillit dégénérer en véritable guerre. Le président avait déjà dû céder dans une banale affaire judiciaire, où un ressortissant allemand, Emile Lüders, était impliqué. Après la fin du mandat du président, un bateau-pirate haïtien, commandé par l'Ecossais Hammerton Killick, captura un navire allemand qui transportait des armes. L'Allemagne envoya sa canonnière *Panther* à Haïti, mais Killick préféra incendier et saborder son navire plutôt que de se rendre. Il périt dans les flammes, le 6 septembre 1902.



*1943, n°s 289/294 & P.A. n°s 22/23
40^e anniversaire du sabordage du navire de Hammerton Killick*

Le départ de Tirésias Simon Sam fut suivi d'un gouvernement provisoire, dans l'habituelle confusion des fins de mandats.



*1902, timbres de la série 62/76
Surcharge du gouvernement provisoire (G[°] P[°]) de mai 1902*

Les stocks restants des timbres de Tirésias Simon Sam furent surchargés en 1906, pour le service extérieur, en monnaie suivant l'étalon-or.



*1906, timbres de la série 98/112
Surcharge en monnaie forte, pour le service extérieur*

Après une longue période de troubles, la présidence fut donnée à Pierre Nord Alexis, qui occupa la fonction de fin 1902 à fin 1908. Avec lui recommença la valse des présidents insignifiants et fantasques. Lui-même essaya en 1908 de se faire nommer président à vie, alors qu'il était âgé de 88 ans...

L'événement le plus important de sa présidence fut la fête du centenaire de l'indépendance.



*1906, n[°]s 114, 117, 122, 125 & 127
Président Pierre Nord Alexis*



*1904, n°s 84/89
Président Pierre Nord Alexis*

Les timbres à l'effigie de Pierre Nord Alexis reçurent de nombreuses surcharges.



*1904, n°s 84A/89A
Surcharge "Poste / Payé / 1804-1904"*

Ces surcharges sont la conséquence d'un emploi différent de timbres pour le service extérieur et pour le service intérieur. Il y avait une monnaie servant seulement à l'intérieur du pays et une monnaie suivant l'étalon-or, seulement employée pour les transactions avec l'étranger. Les timbres libellés en centimes et piastres étaient destinés au service extérieur, ceux en centimes et gourdes au service intérieur.



1906-1907, n°s 90/96
Surcharge pour le service extérieur



1917, n° 204
Surcharge avec nouvelle valeur



1915-1916, n°s 189 & 191/195
Surcharge "1"

Après Pierre Nord Alexis vint la présidence d'Antoine Simon, de 1908 à 1911. Ignorant, sans éducation et sans culture, il gouverna le pays comme un véritable tyran d'opérette. Il fut suivi, de 1911 à 1912, par Cincinnatus Leconte. Plein de bonnes intentions, il périt victime d'un attentat en août 1912.



1910, n°s 129/132
Président Antoine Simon



1912, n°s 133/135
Président Cincinnatus Leconte

Le chaos et l'anarchie furent complets entre 1912 et 1915. Ce fut une véritable avalanche de présidents : Tancrède Auguste, Michel Oreste, Oreste Zamor, Davilmar Théodore et Vilbrun Guillaume Sam se succédèrent dans une atmosphère de violence, de massacres et de complots. Deux des cinq périrent assassinés, et deux autres durent s'enfuir.

Le seul qui ait laissé une "trace philatélique" a été Oreste Zamor. Arrivé au pouvoir le 7 février 1914, il fit d'abord surcharger les stocks de timbres disponibles avec cette date, avant de faire émettre des timbres à son effigie.



1914-1915, n°s 145, 146, 148, 178 & 179
Surcharge avec la date du 7 février 1914, date de la prise de pouvoir par Zamor.
Les lettres "G O.Z." sont les initiales de général Oreste Zamor

Entre 1917 et 1920, tous ces timbres encore en stock furent surchargés avec des nouvelles valeurs.



1919, n° 197



1919, n° 241



1915, n°s 180, 182/185, 186A & 188

Président Oreste Zamor. Ces timbres ne furent pas émis, suite à la chute de Zamor.

En 1915, les Américains, las du chaos dans leur voisinage, débarquaient dans l'île et s'emparaient des postes clés. Ils allaient occuper militairement Haïti pendant près de 20 ans, jusqu'en 1934.

Le but des États-Unis était avant tout de maintenir l'ordre et de redresser les finances. Ils firent élire un nouveau président, Sudre Dartiguenave. Il fut président de 1915 à 1922, mais, tout comme ses successeurs, il n'était qu'une marionnette entre les mains des Américains.

Il a laissé une minuscule trace dans la philatélie : en 1917, une surcharge avec ses initiales sur un timbre de 1906.



1917, n° 231

Surcharge avec les lettres "S" et "D", initiales de Sudre Dartiguenave

Une nouvelle constitution fut promulguée en 1918, favorisant les intérêts économiques et commerciaux des États-Unis. Mais les Noirs étaient violemment hostiles à cette tutelle américaine : un mouvement de résistance, nommé l'indigénisme, mit en 1918 tout le pays en état d'insurrection. C'était la révolte des Cacos, qui fit 15 000 morts.

Le leader de cette révolte était le nationaliste noir Charlemagne Peralte. Il fallut deux ans aux Marines américains pour mater la révolte. Peralte fut tué le 31 octobre 1919.



*1988, n°s 849/850 & P.A. n°s 659/661
Charlemagne Péralte, leader de la révolte des Cacos en 1918-1919*



*1988, bloc 49
Charlemagne Péralte, leader de la révolte des Cacos en 1918-1919*

En 1922, les Américains firent élire Louis Borno à la présidence. Il gouverna de 1922 à 1930. Lui aussi fut un fantoche au service des Américains. Son plus grand titre de gloire a été le traité du 21 janvier 1929, qu'il signa avec le président dominicain Horacio Vásquez pour fixer définitivement les frontières entre les deux pays.



*1924, n°s 253 & 256
Président Louis Borno*



*1929, n° 263
Louis Borno, signataire du traité du 21 janvier 1929,
fixant les frontières entre Haïti et la République dominicaine*

Les 20 années de présence américaine furent extrêmement bénéfiques pour le développement d'Haïti : amélioration des infrastructures, des services de santé publique, des communications, des techniques agricoles et assainissement de l'administration et des finances. Les Américains ont cependant commis une erreur majeure : ils ont négligé toute collaboration avec les fonctionnaires et cadres haïtiens et se sont conduits en envahisseurs, si bien qu'après leur départ, tout retomba dans le même chaos.

A partir de 1929, suite à la crise économique mondiale, les Américains cherchaient à se désengager d'Haïti. Ce fut le nouveau président Sténio Vincent, élu en 1930, qui allait, en plein accord avec le président Roosevelt, organiser la désoccupation de l'île. Le départ américain était achevé le 21 août 1934. Le président Vincent fut réélu, et occupa la présidence jusqu'en 1941.



*1931, n°s 264 & 265
50^e anniversaire de l'adhésion d'Haïti à l'UPU
Président Sténio Vincent, avec, sur le premier timbre, Lysius Salomon, président en 1881*



*1933-1940, n°s 267 & 267A ; 1944, n°s 295 & 296
Président Sténio Vincent*

À la fin du mandat du président Vincent et après le départ des Américains, ce fut de nouveau le désordre et le chaos. La présence militaire américaine avait pris fin, mais la mainmise économique des États-Unis sur l'île restait totale. Les deux présidences qui suivirent (Élie Lescot de 1941 à 1946 et Dumarsais Estimé de 1946 à 1950) ne parvinrent pas à faire progresser le pays de nouveau totalement désorganisé.

Les festivités pour le bicentenaire de Port-au-Prince, fin 1949 coûtèrent une somme astronomique, engendrant une révolte de la population la plus pauvre et le renversement du gouvernement d'Estimé.



*1950, P.A. n° 54
200^e anniversaire de la ville de Port-au-Prince.
Président Dumarsais Estimé*

Le pays avait plus que jamais besoin d'un homme à poigne à sa tête, et il trouva celui-ci dans la personne du général Paul Magloire. Il occupa la présidence de 1950 à 1956. Il gouverna dans une relative stabilité et d'une main de fer. L'économie se développa, le chômage se résorba, la politique extérieure se normalisa, surtout envers les États-Unis et la République dominicaine.

Malgré cette évolution vers une relative prospérité, Magloire fut obligé de quitter le pouvoir et de partir en exil, après avoir essayé de contourner la constitution et de continuer à gouverner en dictateur.

Haïti croyait avoir atteint le fond. Le pire était cependant encore à venir, avec la dictature de François Duvalier...



1950, n°s 338/339 & P.A. n°s 63/66
Président Paul Magloire



1955, n°s 362/363 & P.A. n°s 103/104
Président Paul Magloire



1954, n°s 343 & 348, & P.A. n° 80
Jean-Jacques Dessalines à gauche, président Paul Magloire à droite



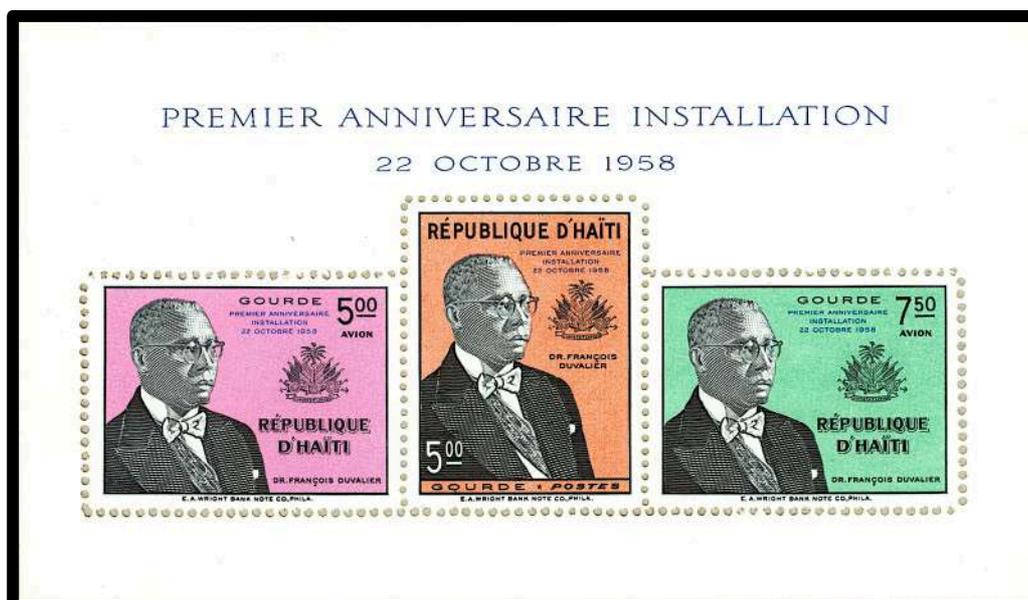
1954, n° 353
Henri Christophe à gauche, président Paul Magloire à droite

VII. Le duvaliérisme (1957-1986)

Haïti allait connaître l'enfer avec la dictature de François Duvalier. Médecin, il s'était fait apprécier dans l'île par un traitement du pian, maladie infectieuse endémique à Haïti. Cela lui valut le nom de "Papa Doc".



1958, n°s 388/391 & P.A. n°s 132/135



1958, bloc 9
François Duvalier

D'origine nègre, il gagna une grande popularité chez les Noirs, en défendant la thèse que le pouvoir et les richesses étaient confisqués par la minorité mulâtre, qui traitait la majorité noire en sous-hommes. Il était ministre de la Santé publique dans le gouvernement du président Estimé.

Après la chute du président Magloire en 1956, la confusion était totale, et les candidats à la présidence se succédèrent, soulignant leurs ambitions par des arrestations, des insurrections, de la violence et des carnages.

Pendant ce temps, François Duvalier, dans l'ombre, noyait l'armée de ses partisans, ce qui lui permit d'accéder à la présidence en septembre 1957.

Duvalier commença par s'entourer d'hommes dévoués corps et âme, organisés en groupes de terreur et d'oppression : c'était la VSN (Volontaires de la sécurité nationale), plus connu sous le nom de "tontons macoutes". C'était en réalité un ensemble de forbans, d'une sauvagerie inouïe, exerçant une répression sommaire contre toute tentative d'insubordination.

Quelques tentatives de renverser Papa Doc furent noyées dans le sang. L'armée fut progressivement réduite, tandis que les effectifs des tontons macoutes étaient augmentés jusqu'à plus de 10 000 hommes. Il est incroyable que le chef incontesté des tontons macoutes était une femme, Rosalie Bouquet, épouse du ministre Max Adolphe.

La seule chose qui intéressait Duvalier, c'était le pouvoir personnel absolu. Il était parvenu à la tête de l'état au nom des masses nègres, mais il les maintint durant toute sa dictature dans un non-développement total.

Il fut réélu en 1961 (il était candidat unique...), et en 1964, il se nomma président à vie. Les titres pompeux dont il se parait étaient tellement extravagants qu'ils en devinrent dérisoires, tout comme son catéchisme, où "Notre Père" fut remplacé par "Notre Doc"...



*1961, n°s 466/469 & P.A. n°s 226/228
Réélection du président François Duvalier, le 22 mai 1961*



1958, n°s 392/399 & P.A. n°s 136/142
Timbres d'usage courant à l'effigie de François Duvalier

Mettant annuellement plus de la moitié du budget annuel de la république dans sa poche, il fit d'Haïti un des cinq pays les plus pauvres et les plus sous-développés du monde.

Les massacres et les crimes qui ponctuèrent son régime finirent par l'isoler sur la scène internationale. Les États-Unis rompèrent quelque temps leurs relations diplomatiques avec Haïti, la République dominicaine était au bord d'un conflit armé contre son voisin. Papa Doc, mégalomane, psychopathe et paranoïaque, voyait partout des ennemis et des complots, ce qui porta la terreur et la répression à un paroxysme rarement vu dans l'histoire. Le meurtre était légal, le massacre une institution.

L'économie, l'agriculture, l'éducation, les services publics, les infrastructures, les communications, les services de santé, l'administration, TOUT était dans un indescriptible état d'abandon et de régression.

En 1971, sentant sa fin proche, il désigna son fils Jean-Claude comme successeur. En "bon démocrate", il fit ratifier cette décision par le peuple. La nomination de Jean-Claude Duvalier fut acceptée par 2 391 916 voix pour le "oui" contre... zéro voix pour le "non"...

François Duvalier mourut le 21 avril 1971. Il laissa le souvenir d'un des tyrans les plus sanguinaires et impitoyables de toute l'histoire de l'humanité.

Une des preuves de la mégalomanie pathologique de Duvalier a été, en suivant l'exemple de Ciudad Trujillo en République dominicaine, la création d'une nouvelle ville, qui fut évidemment baptisée Duvalier-ville. Il est assez plaisant de constater qu'en 1986, immédiatement après la chute de Jean-Claude Duvalier, la ville fut rebaptisée... Cabaret.



*1961, n° 471 & P.A. n°s 231/233
Construction de Duvalier-ville*



1962, n°s 474/475 & P.A. n°s 237/238
Construction de Duvalier-ville



1963, n°s 499/501 & P.A. n°s 263/265
Inauguration de Duvalier-ville

Alors que lui-même avait sciemment négligé l'éducation scolaire du peuple, partant du point de vue que l'ignorance des masses était la meilleure garantie pour prolonger sa dictature, Duvalier eut le culot d'émettre des timbres pour l'alphabétisation et pour les oeuvres de l'UNICEF : une surcharge sur les timbres à son effigie ou de Duvalier-ville...



1963, n° 502 & P.A. n°s 266/267
Duvalier lance sa campagne d'alphabétisation...



1960, n°s 429 & P.A. n°s 182/183

Même le sport était à son service : son effigie figure sur les timbres émis pour le championnat de football des Caraïbes. Ces mêmes timbres furent ensuite surchargés avec une légende en or “Coupe Dr. François Duvalier 22 juin”.



1966, n°s 556/559 & P.A. n°s 335/336

Championnat de football des Caraïbes. Effigie de François Duvalier



1966, n°s 560/563 & P.A. n°s 337/338

Surcharge en or “Coupe Dr. François Duvalier 22 juin”

Ces mêmes timbres, toujours à l'effigie de Duvalier, furent surchargés en 1968 pour les jeux olympiques de Mexico.



*1968, 591/592 & P.A. n°s 361/362
Jeux olympiques de Mexico. Effigie de François Duvalier*

Le nouvel aéroport de Port-au-Prince fut construit dans les années 1960, avec l'argent des Etats-Unis. Il fut évidemment appelé Aéroport François Duvalier. Après la chute du duvaliérisme en 1986, il fut rebaptisé Aéroport Toussaint Louverture.



*1968, n°s 606/608 & p.A. n°s 383/385
Inauguration de l'aéroport François Duvalier*

Ne ratant pas une seule occasion de se glorifier, il fit émettre des timbres en 1967 pour fêter ses dix ans de pouvoir, avec le texte : "L'an X de la révolution duvaliériste".



1967, n°s 584/587 & P.A. n°s 355/357
"L'an X de la révolution duvaliériste"

En 1968, Duvalier démontra une fois de plus sa mégalomanie pathologique en faisant émettre un timbre en or, d'une valeur faciale de 30 gourdes, à son effigie, avec le texte "Dr. François Duvalier président à vie".

Ce timbre fit l'objet d'un feuillet de luxe, représenté ici. Le texte à l'intérieur et au verso du feuillet mérite d'être reproduit intégralement.

*Timbre en or commémorant le 4^e anniversaire
de la présidence à vie
du Dr. F. Duvalier
- et de son oeuvre grandiose -
Émission autorisée par décret du 12 juin 1968*

François Duvalier naquit à Port-au-Prince le 14 août 1907. Docteur en médecine en 1934. A collaboré à nombre de publications haïtiennes et étrangères. Membre de l'Institut International d'Anthropologie de Paris, de la Société des Études Afro-cubaines.

Organise la résistance sous le gouvernement tyrannique de Magloire. Élu en 1957 président de la république. L'accession à la présidence du Dr. François Duvalier ferme l'ère des régimes de concussions et d'incapacité. Après 6 années d'une administration féconde, honnête et progressiste, le peuple haïtien dans un élan de ferveur et de gratitude l'élysait président à vie de la république et le consacrait comme un héros national à l'égal de Dessalines, Toussaint Louverture, Christophe et Pétion.

Cela se passe de commentaires...



1968, P.A. n° 386

Feuillet avec le timbre en or pour glorifier François Duvalier, président à vie d'Haïti

Le fils, Jean-Claude Duvalier, “Baby Doc”, succéda donc à son père en 1971. Obèse, alcoolique, passionné par les automobiles, les vêtements de couturiers et les produits de luxe, il laissa le gouvernement à la vieille garde duvaliériste.

Paradoxalement, les pays occidentaux tolérèrent la situation dans l’île, parce qu’ils considéraient cyniquement le régime duvaliériste comme un rempart contre le communisme de Cuba.

Pendant ce temps, le peuple continuait à végéter, et sa capacité d’accoutumance à la misère semblait infinie. L’agriculture était en déroute, à cause du déboisement engendré par l’absence de toute autre source d’énergie. La crise alimentaire provoqua la famine, avec un taux de mortalité effrayant.

Finalement, devant l’incommensurable misère, des programmes d’assistance furent organisés dans le monde entier en faveur d’Haïti, mais l’aide internationale restait le plus souvent collée aux mains d’une riche oligarchie duvaliériste.

La tyrannie, la misère, le chômage, la corruption et la famine provoquèrent une émigration massive, touchant surtout les intellectuels (médecins, ingénieurs, instituteurs, avocats, artistes, etc.). Ils se fixèrent surtout aux États-Unis et au Canada. Les travailleurs, quant à eux, partirent surtout vers la République dominicaine, où ils étaient employés dans la récolte de la canne à sucre.



1974, n°s 747/749 & P.A. n°s 535/540 ; 1976, P.A. n° 551
Jean-Claude Duvalier

Le 27 mai fut célébré le mariage de Jean-Claude Duvalier. La fête, d'un luxe inouï, coûta la bagatelle de cinq millions de dollars... Les timbres à l'effigie de Jean-Claude Duvalier furent surchargés "27 5 1980 / Jour faste"...



1980, P.A. n°s 590/592
Mariage de Jean-Claude Duvalier, le 27 mai 1980. Jour faste...

En 1982 fut fêté le dixième anniversaire du “jean-claudisme” (sic) et le 25^e anniversaire du duvaliérisme.

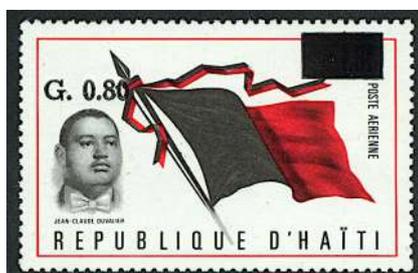


*1982, n°s 787/792
Dixième anniversaire du “jean-claudisme”*



*1982, n°s 793/796
25^e anniversaire du duvaliérisme*

L’on voit finalement encore l’effigie de Jean-Claude Duvalier sur des timbres représentant le drapeau haïtien, sur des timbres de 1983 commémorant le centenaire de l’adhésion d’Haïti à l’UPU en 1881 (donc émis avec deux années de retard) et sur des timbres de 1984 émis pour le centenaire du premier timbre-poste haïtien de 1881 (donc émis avec trois années de retard).



*1973, P.A. n° 520 ; 1975, P.A. n° 541 ; 1975, P.A. Michel n° 1274 ; 1977, P.A. n° 566
Drapeau haïtien avec l'effigie de Jean-Claude Duvalier*



*1983, n° 806 & P.A. n° 627
100^e anniversaire de l'adhésion d'Haïti à l'UPU.
Effigies des présidents Lysius Salomon Jean-Claude Duvalier*



*1984, P.A. n°s 638/639
100^e anniversaire du premier timbre-poste haïtien. Effigie de Jean-Claude Duvalier*

Bien que dictatorial, le régime de Jean-Claude Duvalier avait été un peu moins dur que celui de son père, mais la répression reprit à partir de 1980, suite au mécontentement général engendré par l'effroyable misère du pays. Ce mécontentement allait encore s'accroître après la famine causée par la peste porcine de 1982-1983, où la totalité des porcs de l'île dut être abattue.

La pression de l'étranger, surtout des États-Unis, commença enfin à avoir des effets. Ayant enfin compris qu'il ne fallait pas espérer du gouvernement Duvalier le moindre effort pour un redressement et un assainissement de l'économie, les pays occidentaux et le FMI (Fonds monétaire international) imposèrent des conditions draconiennes au pays, en échange d'une aide financière et économique.

L'église catholique commença également à se remuer, surtout après la visite du pape Jean-Paul II le 9 mars 1983. Peu à peu, les Haïtiens allaient trouver dans l'Église un bouclier pour les protéger et leur donner des raisons d'espérer.

Aux abois, Jean-Paul Duvalier essaya encore d'affirmer son autorité par un référendum pour légitimer sa présidence à vie. Il obtint comme d'habitude 99,98% de "oui".

Finalement Jean-Claude Duvalier dut s'incliner. Le 7 février 1986, il partit pour un exil doré en France. Il n'avait pas à craindre la misère : il avait expédié auparavant 250 millions de dollars hors du pays.

VIII. L'après-duvaliérisme (1986-...)

Comme prévu, la première chose qui se passa fut le massacre des tontons macoutes. Toutefois, la fin des Duvalier ne signifia pas la fin de la dictature. Une junte militaire dirigée par le général Henri Namphy prit le pouvoir et réprima dans le sang les manifestations en faveur de la démocratie. Malgré le soutien populaire massif en faveur de la nouvelle constitution de 1987, libérale et démocratique, Namphy essaya d'instaurer sa propre dictature, mais il fut à son tour chassé en 1988. Un nouveau coup d'état porta pour deux ans le général Prosper Avril au pouvoir, mais finalement, Jean-Bertrand Aristide remporta en décembre 1990 les premières élections vraiment démocratiques dans l'histoire d'Haïti.

Aristide se fit l'avocat des pauvres et redonna un peu d'espoir au peuple haïtien. Mais, plus naïf que pragmatique, il commit des erreurs de taille, par inexpérience et incompetence. Le peuple, déçu, se détourna de lui, et il fut renversé en 1991 par une junte militaire commandée par le général Raoul Cédras. Cela s'accompagna, entre partisans et adversaires d'Aristide, du plus sanglant massacre dans l'île depuis plus de trente ans.

Mais, avec l'aide américaine, Aristide fut rétabli dans ses fonctions en 1994, et il occupa la présidence jusqu'en 1996. Il fut une troisième et dernière fois président de 2001 à 2004, mais il avait bien changé : devenu ambitieux, autoritaire et vindicatif, il reprit les mesures de terreur de Duvalier en créant sa propre milice, et puisa sans vergogne dans les caisses de l'État. Il fut renversé une deuxième fois, et partit définitivement en exil.

Entre le deuxième et le troisième mandat, et après le troisième mandat d'Aristide, il y eut les présidences de René Préval (1996-2001 et 2006-2011). Technocrate intègre mais sans envergure, il ne laissa pas une trace profonde dans l'histoire d'Haïti. Il fut suivi à la présidence par Marcel Martelly.

Haïti fut frappé le 12 janvier 2010 par un tremblement de terre d'une intensité inouïe. Le séisme causa la mort d'environ 300 000 personnes, et fit plus d'un million de sans-abri. Les destructions, dans ce pays qui était déjà parmi les plus pauvres du monde, ont engendré des problèmes logistiques et sanitaires insurmontables. Malgré la solidarité internationale, le bilan est terrible pour la population haïtienne, et son avenir semble sans espoir. Mais tout au long de son histoire, Haïti s'est toujours relevé...

Il est impossible d'illustrer ce chapitre avec des timbres : le pays n'a plus connu d'émissions de timbres-poste depuis 2003, sauf un feuillet pour le séisme du 12 janvier 2010...

Deuxième partie :

République dominicaine



Extrait du site www.laRepubliqueDominicaine.com

I. Vers l'indépendance (1795-1844)

Il est inutile de revenir en détail sur l'histoire de 1492 à 1795 : cette période, commune à l'île toute entière, a déjà été traitée dans la partie consacrée à Haïti. Il suffit donc de résumer ici cette évolution.

C'est d'abord la période espagnole, sous le nom d'Hispaniola, de 1492 jusqu'au traité de Bâle de 1795. La partie occidentale de l'île était entretemps devenue officiellement une colonie française, sous le nom de Saint-Domingue, par le traité de Rijswijk de 1697. La partie orientale de l'île était toujours espagnole. Elle était nettement moins peuplée, et vivait surtout de grandes fermes d'élevage, qui fournissaient aux Français de l'Ouest la viande nécessaire. La frontière entre la partie espagnole et la partie française, qui avait été jusqu'alors très floue, fut fixée définitivement en 1777 par le traité d'Aranjuez, signé par la France et l'Espagne.

Ensuite vint la période française, de 1795 à 1809. Les Français républicains, grâce à l'appui des troupes disciplinées de Toussaint Louverture, battirent les Espagnols, qui furent obligés, le 22 juillet 1795, de signer le traité de Bâle, par lequel ils cédaient la partie orientale de l'île à la France.

Mais Toussaint Louverture se tourna contre la France. Le corps expéditionnaire français, après des succès initiaux et la capture de Louverture, fut décimé par la fièvre jaune et battu par Dessalines, qui proclama le 1^{er} janvier 1804 l'indépendance de la partie occidentale de l'île, sous le nom d'Haïti.

Les Espagnols de la partie orientale de l'île (cette partie était toujours *officiellement* française), ne voulant pas mécontenter Napoléon, acceptèrent de rester sous l'autorité des rescapés du corps expéditionnaire français, qui était sous les ordres du général Jean-Louis Ferrand.

Ferrand parvint à se maintenir à Santo Domingo pendant cinq ans, avant d'être battu le 7 novembre 1808 à la bataille de Palo Hincado par une coalition d'Espagnols, d'Anglais et de rebelles créoles, commandés par Juan Sánchez Ramírez. Ferrand se suicida sur le champ de bataille, et la France capitula officiellement le 9 juillet 1809.



1998, n° 1348
Juan Sánchez Ramírez

Le pays se replaça alors volontairement de nouveau sous l'autorité de l'Espagne, après la période de 1804 à 1809, qui est appelée "l'ère de la France en Saint-Domingue espagnol". Juan Sánchez Ramírez devint le premier gouverneur, jusqu'à sa mort en 1811, de ce qui était de nouveau la colonie espagnole d'Hispaniola.

Cette nouvelle période espagnole, qui dura de 1809 à 1821, fut nommée "España boba" (= l'Espagne stupide), à cause de l'incompétence flagrante dont l'Espagne fit preuve dans la gestion de cette colonie, qui avait repris son nom de Santo Domingo.

Il y eut une forte émigration des colons espagnols, et la production du café et du tabac, les deux grands produits d'exportation, chuta fortement, provoquant une grave crise économique dont l'Espagne se désintéressa complètement.

À partir de 1820, le président d'Haïti Jean-Pierre Boyer incita la population de la partie orientale de l'île à se soulever contre les Espagnols. Mais il y avait deux tendances sur le territoire : une pro-haïtienne composée de Mulâtres, menée par Andrés Amarantes, qui prônait une intégration à Haïti, et une autre, composée surtout de Blancs venant des élites militaires et politiques, menée par José Núñez de Cáceres, voulant un état indépendant qui devrait alors être intégré à la Grande Colombie de Simón Bolivar. Dans cette course de vitesse, c'est José Núñez de Cáceres qui gagna, en s'emparant le 1^{er} décembre 1821 de la ville de Santo Domingo, y proclamant "l'Etat indépendant d'Haïti espagnol".



1936, n° 284

José Núñez de Cáceres



1971, n° 704

150^e anniversaire de la première indépendance (1821)



1971, P.A. n° 227

Ce ne fut qu'une indépendance éphémère, car à peine deux mois plus tard, le 9 février 1822, José Núñez de Cáceres dut remettre la ville de Santo Domingo au président haïtien Jean-Pierre Boyer, qui était arrivé à la tête de 20 000 hommes.

Cette invasion haïtienne fut opérée sans effusion de sang, la majorité de la population y étant très favorable. La période haïtienne allait durer de 1822 à 1844.

Malgré quelques réformes économiques et administratives très positives et l'abolition de l'esclavage, le régime de Boyer finit par éveiller un fort

sentiment nationaliste dans l'île. La majorité de la population étaient des Mulâtres et des Blancs, qui voyaient d'un très mauvais oeil la suprématie noire. En plus, la langue et la culture espagnoles étaient subordonnées au français.

C'est ainsi que le 16 juillet 1838, le jeune patriote Juan Pablo Duarte créa la société secrète "Trinitaria", dont le but final était le renversement de la suprématie haïtienne et l'établissement d'une République dominicaine indépendante.

Duarte et huit compagnons signèrent de leur sang le "Serment des Trinitaires", la charte qui allait devenir le document fondamental de l'État dominicain. Ces huit signataires étaient : Juan Pablo Duarte, Félix María Ruiz, Juan Nepomuceno Ravelo, Juan Isidro Pérez, José María Serra de Castro, Benito González, Pedro Alejandrino Pina, Felipe Alfau et Jacinto de la Concha.



2012, n° 1710

Les neuf signataires du "Serment de la Trinitaria"



2013, n°

Maison où fut signé le serment



1938, n°s 309/311



1988, n°s 1046/1048

150^e anniversaire du "Serment de la Trinitaria"

(Le timbre du milieu montre l'effigie de Juan Pablo Duarte, Matías Ramón Mella et Francisco del Rosario Sánchez. Les deux derniers ne faisaient pas partie des signataires du serment !





2013, bloc 59

175^e anniversaire du “Serment de la Trinitaria”. Juan Pablo Duarte

Le succès des Trinitaires fut rapide, et leurs idéaux se développèrent rapidement dans tout Santo Domingo. Pour échapper aux poursuites engagées par les autorités haïtiennes, ils créèrent deux sociétés soi-disant innocentes, mais qui servaient en fait à propager leurs idées : la société culturelle “La Filantrópica” et la société théâtrale “La Dramática”.



2013, n°

La société théâtrale “La Dramática”

Les succès des Trinitaires aux élections partielles de juin 1843, après la chute de Jean-Pierre Boyer en février 1843 et son remplacement par Rivière Hérard, furent tellement impressionnants que Hérard fit emprisonner les principaux leaders et envoya Duarte en exil au Vénézuéla.

Deux nouveau leaders prirent le relais : Francisco del Rosario Sánchez et Matías Ramón Mella. Il est étonnant que huit des neuf signataires du “Serment des Trinitaires” sont plus ou moins tombés dans l’oubli, alors que ces deux autres personnages, qui n’ont pas signé le serment, forment actuellement, avec Juan Pablo Duarte, le trio vénéré des “Padres de la Patria”.



1998, n°s 1345, 1344 & 1343

Les trois “Padres de la Patria” :

Juan Pablo Duarte, Francisco del Rosario Sánchez & Matías Ramón Mella.



1963, n°s 593/595 & P.A. n° 164



1902, n°s 110/115



1985, n°s 956/958

Les trois "Padres de la Patria" :

Juan Pablo Duarte, Francisco del Rosario Sánchez & Matías Ramón Mella

Ces deux leaders libéraux s'allièrent aux leaders des forces conservatrices, et firent circuler en janvier 1844 un "Manifeste de séparation", écrit par Tomás Bobadilla. Ce document est considéré comme le véritable acte d'indépendance de la République dominicaine.

Duarte étant toujours en exil, ce sont Francisco del Rosario Sánchez et Matías Ramón Mella qui passèrent aux actes : le 27 février 1844, quelques coups de feu suffirent à vaincre la résistance haïtienne, et l'indépendance de Santo Domingo fut proclamée, sous le nom de République dominicaine. Le lendemain, les forces haïtiennes locales capitulèrent.



1944, n°s 371/379 & P.A. n°s 51/53
100^e anniversaire de l'indépendance



1984, n° 920/921
140^e anniversaire de l'indépendance
Matías Ramón Mella



2009, n° 1568
Fête de l'indépendance



1997, n°s 1272/1273
Anniversaire de l'indépendance. L'hymne national



2015, bloc 68A
Matías Ramón Mella



1994, n°s 1131/1140
150^e anniversaire de l'indépendance



1994, bloc 43
150^e anniversaire de l'indépendance

II. Succès militaire et chaos politique (1844-1865)

À Port-au-Prince, on s'était rapidement ressaisi, et d'importants contingents furent envoyés sur plusieurs fronts pour reprendre la situation en main à Santo Domingo. Mais les insurgés dominicains étaient bien préparés, et prêts à défendre farouchement l'indépendance fraîchement acquise. L'armée dominicaine était sous le commandement de Pedro Santana, un important éleveur de bétail, mais doué d'un grand talent militaire. Il était secondé par des officiers capables, comme Antonio Duvergé et Vicente Noble.



1949, n° 405



1998, n° 1347

Pedro Santana



1936, n° 289



1998, n° 1332

Antonio Duvergé

La première grande bataille eu lieu à Azua, le 19 mars 1844. Les volontaires dominicains, commandés par Santana et Duvergé, y battirent les forces haïtiennes, pourtant presque cinq fois plus nombreuses.



1985, n° 959



1994, n°s 1142/1143



141^e (sic) et 150^e anniversaire de la bataille d'Azua, le 19 mars 1844

Cette victoire dominicaine fut suivie par une deuxième bataille à Santiago de los Caballeros, le 30 mars 1844. Ce fut de nouveau une victoire dominicaine, obtenue par les officiers José María Imbert, assisté par Francisco Antonio Salcedo et Fernando Valerio.



1944, n° 923

*140^e anniversaire de la bataille de Santiago de los Caballeros, le 30 mars 1844
Les généraux Imbert et Valerio*



*1998, n° 1340
José María Imbert*



*1998, n° 1335
Francisco Antonio Salcedo*



*1998, n° 1329
Fernando Valerio*

Une femme, qui se distingua par sa bravoure et son abnégation à la bataille de Santiago le 30 mars 1844 est Juana Saltitopa.



*1998, n° 1321
Juana Saltitopa*

Une troisième victoire dominicaine fut la bataille navale de Tortuguero, le 15 avril 1844. Bien qu'en fait ce ne fut qu'une mineure bataille entre trois navires haïtiens et trois navires dominicains, elle eut son importance car elle consacrait pour longtemps la suprématie navale de la République dominicaine et la date du 15 avril 1844 est encore maintenant considérée comme le jour de la fondation de la marine dominicaine. C'est la raison pourquoi cette bataille a été abondamment commémorée par des timbres.

L'escadre dominicaine était commandée par l'amiral Juan Bautista Cambiaso, assisté de Juan Bautista Maggiolo et de Juan Alejandro Acosta.



1977, n° 810



1980, P.A. n° 354



1982, P.A. n° 399



1983, P.A. n° 427



1984, n° 924



1985, n° 960



1989, n° 1055



1994, n° 1144

La bataille navale de Tortuguero du 15 avril 1844



1986, n° 988

*Les trois commandants de l'escadre dominicaine :
Juan Bautista Cambiaso, Juan Bautista Maggiolo & Juan Alejandro Acosta*



1979, P.A. n° 336

Juan Bautista Cambiaso



1998, n° 1338



1981, P.A. n° 377

Juan Alejandro Acosta



1998, n° 1341

Il y eut encore de nombreuses batailles dans les années suivantes, comme celle de Las Carreras du 21 avril 1849 (encore une victoire dominicaine), mais dès la fin de 1844, la suprématie militaire dominicaine ne faisait plus aucun doute.



1949, P.A. n° 79

100^e anniversaire de la bataille de Las Carreras du 21 avril 1849

Pendant que les succès militaires se succédaient, le chaos politique s'installa rapidement dans la République dominicaine, et allait perdurer pendant vingt ans. La raison en est que les forces conservatrices pro-espagnoles, menées par Pedro Santana, Tomás Bobadilla y Briones, Buenaventura Báez et José Joaquín Puello s'étaient alliées d'une façon très éphémère aux libéraux, menés par Juan Pablo Duarte, Francisco del Rosario Sánchez et Matías Ramón Mella, pour vaincre le péril haïtien. Mais dès que la victoire militaire s'annonçait certaine, leurs antagonismes reprirent le dessus, et les vingt années qui suivirent furent une lutte impitoyable entre ces deux tendances, menant souvent le pays au bord de la guerre civile.

Duarte revint d'exil le 15 mars 1844, donc juste après la déclaration d'indépendance. Il refusa le titre de président qui lui fut offert, ne voulant accéder à cette fonction qu'après des élections présidentielles démocratiques.



1976, P.A. n° 289

Retour d'exil de Duarte



2013, n°

Santana ne s'embarassa pas d'autant de scrupules, et il nomma son ami Tomás Bobadilla y Briones le 1^{er} mars 1844 à la tête d'une junte gouvernementale conservatrice. Les libéraux Duarte, Mella et Sánchez essayèrent de renverser Bobadilla, mais Pedro Santana prit lui-même le pouvoir et envoya les trois "Padres de la Patria" en exil. Duarte fut envoyé d'abord à Hambourg, ensuite au Vénézuéla. Il ne revint que quelques semaines en République dominicaine en 1864, et il mourut en 1876. Il continue cependant à être considéré comme le véritable fondateur de la République dominicaine.



1914, n^os 166/173



1970, n^os 682/685 & P.A. n^o 213



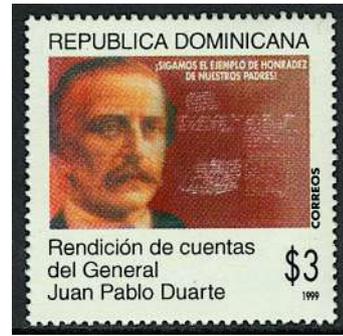
1976, n^os 793/794 & P.A. n^os 288
Juan Pablo Duarte



1981, n° 865



1982, n° 878



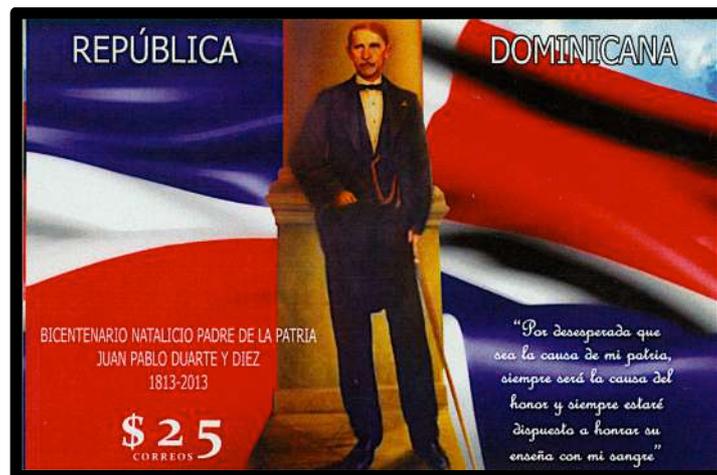
1999, n° 1364



2010, n° 1607



2013, n°



2013, bloc



2011, bloc 58
Juan Pablo Duarte



2012, n° 1709
Exil à Hambourg



2013, n°
École où il enseigna



2009, n°s 1570/1573
La famille de Juan Pablo Duarte

Pedro Santana avait donc d'abord nommé son ami conservateur Tomás Bobadilla y Briones à la tête du gouvernement, avant de prendre lui-même le pouvoir après avoir éliminé les libéraux Duarte, Mella et Sánchez. Il fit voter le 6 novembre 1844 une constitution pondérée et démocratique, mais il y fit inclure un article lui donnant les pleins pouvoirs "aussi longtemps que le péril haïtien serait présent". Inutile de dire que ce fut le prélude à une véritable dictature de Santana.



1999, n° 1375
Tomás Bobadilla y Briones



1999, n° 1376
Pedro Santana



1945, n°s 385/389

100^e anniversaire de la constitution. Hôtel de ville de San Cristobal, où elle fut promulguée



1994, n° 1156

150^e anniversaire de la constitution

Santana n'hésita pas à employer systématiquement l'article qu'il avait inclus de sa propre autorité dans la constitution et qui lui donnait "temporairement" les pleins pouvoirs, pour éliminer tous ses rivaux et adversaires. C'est ainsi qu'il fit fusiller en 1845 María Trinidad Sánchez et Andres Sánchez, la tante et le frère du "père de la patrie" Francisco del Rosario Sánchez, et en 1847 son ministre José Joaquín Puello.



2008, n° 1550

María Trinidad Sánchez



1998, n° 1339

José Joaquín Puello

Santana dirigea le pays jusqu'au 4 août 1848, date de sa démission en raison de sa perte de popularité. Il fut remplacé par Manuel Jimenez González qui décréta l'amnistie générale, en premier lieu en faveur de Juan Pablo Duarte, Matías Ramón Mella et Francisco del Rosario Sánchez, les "Padres de la Patria". Mais face au retour de la menace haïtienne, Santana renversa Jimenez et reprit le pouvoir fin mai 1849, avant de le céder à son ami Buenaventura Báez.

Báez refusa cependant de n'être que l'homme de paille de Santana. En février 1853, Santana reprit le pouvoir jusqu'en 1856, et après un court intermède de Manuel de Regla Mota, Báez fut réélu et gouverna de 1856 à 1858. Il allait plus tard encore être trois fois président de la République dominicaine. Mais le 7 juillet 1857, la province de Cibao, avec ses riches planteurs de tabac, entra en rébellion et nomma le général José Desiderio Valverde à la présidence, contre Báez. Une fois de plus, Santana mit fin à cette véritable guerre civile en éliminant Báez, et en se plaçant lui-même une nouvelle fois à la présidence, en 1858.



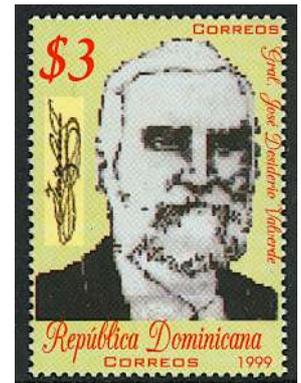
1999, n° 1377
Manuel Jimenez



1999, n° 1378
Buenaventura Báez



1999, n° 1379
Manuel de Regla Mota

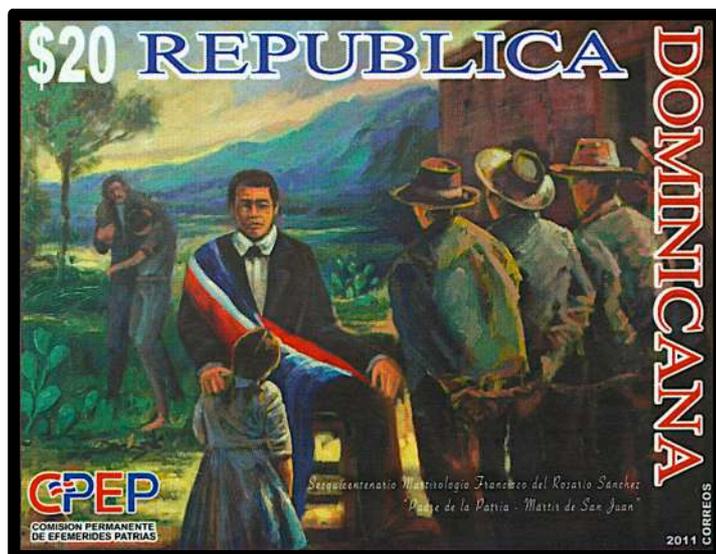


1999, n° 1380
José Desiderio Valverde

Le problème qui divisait le pays était celui de la protection internationale. L'économie était en déroute, l'armée se disloquait faute d'être payée convenablement. Les libéraux voulaient conserver à tout prix une indépendance totale, les conservateurs voulaient continuer avec une relative autonomie, mais sous la tutelle économique, politique et militaire d'une grande puissance étrangère. Les uns voulaient la France, les autres les États-Unis ou l'Espagne. Il n'y avait qu'un seul point commun : "N'importe qui, mais pas Haïti". Báez prônait une vassalité envers l'Espagne, Santana envers les États-Unis.

En 1858, la République dominicaine était au bord de la banqueroute. Ayant échoué dans ses efforts "d'offrir" le pays à la France ou aux États-Unis, Santana se tourna en 1858 vers l'Espagne. Les négociations aboutirent, et en échange de quelques vagues garanties, la République dominicaine devint le 18 mars 1861 une province espagnole.

Immédiatement, une vague d'indignation déferla sur le pays, ce qui entraîna de la part de Santana une forte répression, avec un grand nombre d'exécutions, d'arrestations et de mises en exil. La principale victime en fut Francisco del Rosario Sánchez, qui fut fusillé le 4 juillet 1861.



2011, bloc 56

150^e anniversaire de l'exécution de Francisco del Rosario Sánchez

Santana dut rapidement déchanter : bien que "capitaine-général de la province de Santo Domingo", il se voyait placé sous la supervision des autorités espagnoles de Cuba. En plus, dans l'armée et dans l'administration, les militaires et fonctionnaires dominicains étaient systématiquement remplacés par des Espagnols, qui ne montraient que mépris pour la population locale et discriminaient les Noirs et les Mulâtres.

Il n'est donc pas étonnant que l'insurrection contre la domination espagnole ne se fit pas attendre longtemps : dès 1863, des révoltes locales éclatèrent dans le pays, et le 16 août 1863 débuta une véritable guerre, connue sous le nom de "guerra de restauración", lorsque le drapeau dominicain fut hissé au sommet du mont Capotillo qui domine la ville de Santo Domingo.

Les chefs militaires dominicains Gregorio Luperón et Santiago Rodríguez s'emparèrent dès septembre de la ville de Santiago de los Caballeros. Santana, désabusé, avait déjà démissionné en 1862, et il mourut en 1864, probablement par suicide.



1936, n° 285

Gregorio Luperón



1998, n° 1333



1998, n° 1337

Santiago Rodríguez



1989, n° 1058



1997, n° 1281
Gregorio Luperón



2009, n° 1569



2013, bloc 60
Gregorio Luperón



2013, n° 1754

Les Espagnols, décimés par la fièvre jaune, furent battus par les insurgés malgré leur supériorité numérique, et le 3 mars 1865 fut signé par la reine Isabelle II le décret qui signifiait la fin de l'occupation espagnole.

La République dominicaine a abondamment honoré par des timbres les chefs militaires et les héros de cette "guerra de restauración".



Ulises Espaillat, Benigno de Rojas & Pedro Bonó Santiago Rodríguez, José Cabrera & Benito Monción



Gaspar Palenco, Gregorio Luperón & José Salcedo
1963, n°s 596/599



Monument de Capotillo

100^e anniversaire de la "guerra de restauración"

República Dominicana



*Emisión Conmemorativa del Centenario de la
Restauración de la República.*

1963, bloc 29
100^e anniversaire de la "guerra de restauración"



1998, n° 1330
Benito Monción



1998, n° 1334
José Antonio Salcedo



1998, n° 1336
Gaspar Polanco



1998, n° 1342
Marcos Adón



1998, n° 1346
Olegario Tenares



2008, n° 1565
Timoteo Ogando Encarnación



1936, n° 294



1998, n° 1331
José María Cabral

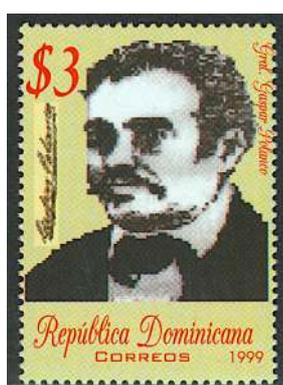
III. L'anarchie (1865-1930)

Dès septembre 1863, les insurgés avaient proclamé la nouvelle indépendance et appelé José Antonio Salcedo à la présidence. Mais après un an, il fut remplacé par Gaspar Polanco, puis arrêté et exécuté fin 1864.

Les présidents allaient se succéder à un rythme effréné : Gaspar Polanco, Benigno Filomeno de Rojas, Pedro Antonio Pimentel, José María Cabral et Pedro Guillermo occupèrent la présidence du début à la fin de 1865.



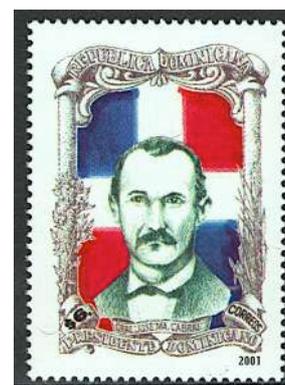
1999, n° 1381
José Antonio Salcedo



1999, n° 1382
Gaspar Polanco



2001, n° 1464
Pedro Antonio Pimentel



2001, n° 1460
José María Cabral



2012, n° 1726
Pedro Guillermo



2009, n° 1594
Benigno Filomeno de Rojas

Quatre de ces six furent exécutés ou moururent de mort violente

En fait, le pouvoir central n'avait qu'une autorité très limitée. Les régions vivaient d'une façon plus au moins autonome, obéissant à des leaders locaux, dont le seul but était de renverser leurs rivaux.

Il y avait les grands éleveurs et planteurs du Sud, de tendance conservatrice, qui se groupèrent autour de Buenaventura Báez, et qui continuèrent à prôner une vassalité économique, financière et militaire envers une grande puissance étrangère. Ils formaient le "Parti rouge". Contre ceux-ci se dressèrent les planteurs de tabac et les commerçants du Nord, de tendance libérale, qui se groupèrent autour de Gregorio Luperón. Ils prônaient un nationalisme farouche. Ils constituaient le "Parti bleu".

Les deux côtés disposaient de milices, parfois plus puissantes que l'armée nationale, corrompue et mal payée.

Cela engendra une alternance à la présidence, se renversant l'un l'autre à coup d'insurrections et de pronunciamientos. Les plus importants furent Buenaventura Báez, José María Cabral et Ignacio María González. Le tout entrecoupé de quelques passages à la tête de l'État de généraux, comme Gregorio Luperón et Federico de Jesús García.

Pendant ce temps, l'économie du pays périclitait et les finances étaient dans un état catastrophique. C'est pour cette raison que le président Báez signa en 1869 un traité d'annexion de la République dominicaine par les États-Unis, mais le Sénat américain refusa d'entériner ce traité, arguant – à juste titre – que les États-Unis n'avaient rien à gagner en annexant ce misérable pays...



Ignacio María González



Ulises Francisco Paillat



Gregorio Luperón



Federico de Jesús García



Marcos Antonio Cabral



Cesareo Guillermo



Jacinto de Castro

2001, n°s 1461, 1462, 1463 & 1465

2009, n°s 1595, 1596 & 1597

Quelques-uns des très éphémères présidents entre 1865 et 1879.

Le pays était endetté jusqu'au cou et dépendait économiquement, financièrement et militairement entièrement des États-Unis.

Il y eut heureusement un sursaut en 1880, avec l'évêque Fernando Arturo de Meriño, qui fut président pour le "Parti bleu" de 1880 à 1882. Il essaya de combattre l'anarchie et de faire entrer le pays dans la voie du progrès et du développement. Il fut nommé archevêque en 1885.



2001, n° 1466



1985, n° 977

Fernando Arturo de Meriño



1933, n°s 251, 254 & 257

Fernando Arturo de Meriño comme président



1933, n°s 250, 252 & 256

Fernando Arturo de Meriño comme archevêque

Ses successeurs furent moins heureux : après un premier mandat plutôt positif d'Ulises Heureaux, l'on vit reflourir la fraude électorale, la violence et l'anarchie avec les présidents Francisco Gregorio Billini et Alejandro Woss y Gil.



2009, n°s 1598 & 1599

Francisco Gregorio Billini

Alejandro Woss y Gil

Ulises Heureaux fut élu pour un second mandat, mais rapidement, il se comporta en véritable dictateur : il instaura un régime policier, modifia la constitution en sa faveur, élimina brutalement ses adversaires et rivaux, et fit régner la terreur.

Il développa la canne à sucre au détriment de la culture du tabac, simplement parce que cela lui rapportait plus. Avidé, sans scrupules et parfaitement corrompu, il favorisa les grandes entreprises américaines qui s'installèrent à coups de pots de vin dans le pays pour le plumer.

Il fut assassiné en 1899, après treize ans de pouvoir, laissant derrière lui un pays économiquement exsangue et au bord de la banqueroute. La dette nationale égalait quinze fois le budget annuel de l'État.

Il fut suivi d'une façon très éphémère (à peine un mois en 1899) par Wenceslao Figuereo.



*2001, n° 1467
Ulises Heureaux*



*2012, n° 1727
Wenceslao Figuereo*

Les présidents suivants, de 1899 à 1916 (Juan Isidro Jiménez Pereyra, Horacio Vásquez, Carlos Felipe Morales Languasco, Ramón Cáceres, Eladio Victoria, l'archevêque Adolfo Alejandro Nouel, José Bordas Valdez, Ramón Báez Machado), n'étaient plus que des marionnettes entre les mains des États-Unis, qui placèrent le pays sous une véritable tutelle économique et financière américaine. Les élections n'avaient de démocratique que le nom, et l'accession au pouvoir se faisait systématiquement à coup de corruption, de pots de vin, d'insurrections et d'actions criminelles.

À partir de 1905, ce furent les États-Unis qui dirigeaient directement les finances dominicaines, ne laissant que 45% du revenu national à la disposition du gouvernement de Santo Domingo, et employant 55% de ce revenu pour alléger l'énorme dette internationale. Un redressement s'amorça, soutenu par un des rares présidents capables de l'époque, Ramon Cáceres. Mais celui-ci fut assassiné en 1911, et tout retomba dans les vieilles habitudes d'anarchie jusqu'en 1916.



Juan Isidro Jiménez Pereyra



Horacio Vásquez



Carlos Felipe Morales Languasco



Ramón Cáceres



Eladio Victoria



Adolfo Alejandro Nouel



José Bordas Valdez



Ramón Báez Machado

*2009, n°s 1600/1601, & 2012, n°s 1728/1733
Quelques-uns des présidents qui se succédèrent entre 1900 et 1916*



1962, n°s 584/586 & P.A. n°s 162/163

L'archevêque Adolfo Alejandro Nouel, président éphémère de novembre 1912 à avril 1913

Dans cette période de suprême anarchie, il faut mentionner deux noms de Dominicains qui se sont illustrés, mais plus à l'étranger que dans leur propre patrie.

Le premier est Eugenio María de Hostos (1839-1903). Promoteur d'une confédération antillaise entre Cuba, Puerto Rico et la République dominicaine, il était avant tout un grand éducateur : dans ces trois pays, il développa et réorganisa complètement l'éducation, créant partout d'excellentes écoles et améliorant la qualité de l'enseignement.



1989, n° 1057
Eugenio María de Hostos

Le deuxième est Máximo Gómez (1836-1905). Ce Dominicain s'illustra surtout à Cuba, où il fut un des commandants des insurgés pendant la guerre menée par les Cubains contre l'Espagne, de 1868 à 1878. Ayant dû s'exiler, il revint à Cuba en 1895, et reprit, aux côtés de José Martí, le commandement de l'armée de libération de 1895 à 1898, année où les États-Unis déclarèrent la guerre à l'Espagne.



1964, n°s 610/611



1984, n°s 945/946



1986, n°s 1006/1007

Máximo Gómez



1995, n°s 1170/1172
Máximo Gómez et José Martí

L'occupation américaine débuta le 15 mars 1916. Le président Wilson avait déjà plusieurs fois menacé la République dominicaine, si le pays ne mettait pas fin à l'état d'anarchie chronique.

C'est la menace de guerre civile, due à la rivalité entre le président Juan Isidro Jiménez et son rival Desiderio Arias, qui déclencha l'invasion américaine : sous prétexte de sauvegarder les personnes et les intérêts américains, les Marines débarquèrent dans le Nord du pays, et occupèrent rapidement tout le pays. La résistance fut minimale, sauf à La Barranquita, où quelques troupes nationalistes livrèrent une bataille désespérée contre les forces américaines.



1983, n° 918

67^e (sic) anniversaire de la bataille de La Barranquita

Il y eut encore un président fantoche, Francisco Henríquez y Carvajal, mais dès novembre 1916, c'était l'amiral américain Harry Shepard Knapp qui occupa le pouvoir suprême en tant que gouverneur militaire du pays.

Ce fut d'un côté une période de progrès et de développement grâce aux capitaux américains, mais la chute des cours du sucre après la première guerre mondiale engendra de nombreuses faillites, et augmenta le mécontentement de la population envers l'occupant, qui ne sut se maintenir que grâce à la présence de ses forces armées et la création de la "National Police Force".

Finalement, l'évacuation américaine fut négociée en 1922 et un président provisoire, Juan Bautista Vicini, fut nommé. Le départ effectif des Américains eut lieu en 1924, et l'inévitable Horacio Vásquez redevint pour la troisième fois président de la nouvelle République dominicaine, de 1924 à 1930.

Son principal problème fut le conflit avec son voisin Haïti autour du tracé des frontières. Rien n'avait vraiment évolué depuis le traité d'Aranjuez de 1777, qui avait établi la frontière entre la partie espagnole et la partie française d'Hispaniola.

En 1900, la République dominicaine émit une série de neuf timbres, présentant la carte de l'île entière, mais avec un tracé des frontières nettement "forcé" à l'avantage de la République dominicaine. Suite à une véhémence protestation d'Haïti, la série fut rapidement retirée, mais le retrait fut suivi d'une réimpression... pour les philatélistes.



1900, n°s 93/101

Carte de l'île avec des frontières déplacées, à l'avantage de la République dominicaine



La ligne rouge montre où la frontière aurait dû être située

Le conflit s'éternisait, de temps en temps ponctué par un massacre de part et d'autre. Il fallut attendre le 21 janvier 1929 pour voir la signature d'un accord sur le tracé de la frontière entre les présidents Horacio Vásquez de la République dominicaine et Louis Borno d'Haïti.



1929, n°s 223/227

*Signature de l'accord frontalier entre la République dominicaine et Haïti, en 1929
Horacio Vásquez, président de la République dominicaine*



H, 1929, n° 263

*Signature de l'accord frontalier entre la République dominicaine et Haïti, en 1929
Louis Borno, président d'Haïti*

En 1935 et 1936, cet accord fut définitivement ratifié par les présidents Sténio Vincent pour Haïti et Rafael Trujillo pour la République dominicaine.



1935, n°s 274/277

*Ratification définitive de l'accord frontalier entre Haïti et la République dominicaine en 1935
Rafael Trujillo, président de la République dominicaine*

Un des diplomates dominicains les plus brillants, qui essaya toujours d'apaiser les conflits entre la République dominicaine et Haïti, et qui préconisait toujours une solution diplomatique plutôt que l'emploi des armes, était Emiliano Tejera (1841-1923).



*1936, n° 286
Emiliano Tejera*

IV. L'ère Trujillo (1930-1961)

Après les insurrections, tentatives de coup d'état et manipulations électorales d'usage, Rafael Trujillo accéda à la présidence en 1930. Ce fut le début de ce que l'on appela "l'ère Trujillo", qui allait perdurer jusqu'en 1961.

Dès son accession au pouvoir, il exerça un contrôle sans limites sur la politique, créant le "Partido Dominicano", seul parti politique autorisé dans le pays, et sous sa domination absolue. Pour consolider son pouvoir, il se basa sur la "Guardia Nacional", une milice entièrement à sa dévotion et crainte par la population.



1939, n°s 320/324

Quatrième anniversaire de la mort de José Trujillo Valdes, père de Rafael Trujillo



1933, n°s 261/263



1936, n° 287



1937, n° 303

En l'honneur du "Benefactor"



1941, n°s 351/352

Rafael Trujillo



1955, n°s 439/440 & P.A. n° 99
Rafael Trujillo

Sa mégalomanie le fit rapidement sombrer dans un culte de la personnalité qui allait jusqu'au ridicule. En voici quelques exemples :

- Il se fit appeler "Benefactor de la Patria".
- Le plus haut sommet du pays, le Pico Duarte, devint le Pico Trujillo.
- Plus de 1 800 statues furent érigées à sa gloire dans le pays.
- Lorsqu'en 1930, la ville de Santo Domingo fut dévastée par un ouragan, elle fut reconstruite et modernisée, et reçut en 1936 le nom de Ciudad Trujillo, nom qu'elle allait garder jusqu'en 1961. C'est un peu l'équivalent de Duvalier-ville en Haïti.



1936, n°s 280/283



1937, n°s 297/299
Timbres pour commémorer la création de "Ciudad Trujillo"

Trujillo et sa famille exercèrent un véritable monopole sur l'économie, qui connaissait un bel essor, surtout grâce aux capitaux américains. Trujillo fut effectivement toujours soutenu par les États-Unis, qui voyaient en lui un rempart contre le communisme dans les Caraïbes, et qui fermaient les yeux sur la corruption, l'enrichissement scandaleux de la famille Trujillo et l'absence totale de respect pour les droits de l'homme.

Le 24 septembre 1940, Trujillo signa avec le secrétaire d'État des États-Unis, Cordell Hull, un traité réglant le problème des dettes de la République dominicaine envers les États-Unis et mettant fin au contrôle de ces derniers sur les finances et les douanes dominicaines qu'ils administraient depuis 1905. En échange, Trujillo promet de rester l'allié des États-Unis, malgré son admiration pour Franco, Hitler et Mussolini.



1941, n°s 344/350
 Traité Trujillo-Hull du 24 septembre 1940



1958, n°s 499/501
 Rafael Trujillo



1958, bloc 15



*1959, n°s 519/521
Rafael Trujillo*

Exerçant une dictature absolue pendant plus de trente ans, Trujillo essaya quand même de donner un aspect démocratique à son régime, en faisant nommer en 1938 à la présidence Jacinto Peynado, et en 1940 Manuel de Jesús Troncoso de la Concha.



*1978, n°s 821/822
Manuel de Jesús Troncoso de la Concha.*

En 1942 et en 1947, Trujillo se fit réélire d'une façon "écrasante", avec plus de 90% des voix, à la tête du parti unique qui devint le "Partido trujillista". En 1952, il offrit la présidence à son frère cadet Hector Trujillo, qui n'était évidemment qu'une marionnette entre les mains de son frère, qui gardait le pouvoir absolu.



1942, n°s 367/370
Réélection en 1942 de Rafael Trujillo



1955, P.A. n°s 97/98
Hector Trujillo



1955, n°s 435/438 & P.A. n° 96
25^e anniversaire de l'ère Trujillo



1959, n° 518 1859, bloc 21
29^e anniversaire de l'ère Trujillo

Un de ses actes les plus impardonnables eut lieu en 1937. Il rêvait de faire de son pays une nation blanche, espagnole et catholique, en contraste avec son voisin Haïti, à prédominance noire et adepte du vaudou. Malgré les accords frontaliers qu'il avait lui-même ratifié en 1935, il fit massacrer en 1937 25 000 Haïtiens noirs, habitant le long de la frontière. Cette opération militaire fut un véritable génocide orchestré et commandé par Trujillo. Elle reçut le nom d'*operación perejil* (persil) : les Haïtiens d'origine noire qui avaient de la peine à prononcer ce mot, contenant aussi bien un "r" qu'un "j", furent systématiquement exécutés. C'est un peu l'équivalent de ce qui se passa en Flandre en 1302, quand les Français, qui ne savaient pas prononcer correctement "Schild en Vriend" furent passés par le fil de l'épée.

V. L'après-trujillisme (1961-...)

À partir de 1958, Trujillo était en nette perte de vitesse. Son système dictatorial et répressif engendrait une perte progressive de son prestige international et réveillait petit à petit l'opposition à son régime. Les opposants étaient encouragés par le succès de Fidel Castro à Cuba, et le 14 juin 1959, une tentative de débarquement d'un contingent d'opposants à Constanza, Maimón et Estero Hondo fut noyée dans le sang.



1984, n° 925



1962, n° 580



2009, n° 1578

Commémoration de la tentative de débarquement du 14 juin 1959

La dictature de Trujillo bascula alors dans une phase répressive générale proche de la folie. Il fomenta un attentat contre le président vénézuélien Rómulo Betancourt, qui fut blessé le 24 juin 1960 par des tueurs envoyés par Trujillo. Il fit assassiner le 25 novembre 1960 les trois soeurs Patria, Minerva et María Teresa Mirabal, qui faisaient partie d'un mouvement d'opposition.



1985, n°s 978

25^e anniversaire de l'exécution des soeurs Patria, Minerva et María Teresa Mirabal

Lorsque, devant tant de crimes, le président Kennedy lui retira le soutien américain, la chute était proche : Rafael Trujillo fut assassiné le 30 mai 1961 dans une embuscade tendue par des opposants. La fin de l'ère Trujillo fut fêtée dans tout le pays. Quelques tentatives de la famille Trujillo pour reprendre le pouvoir échouèrent, et, n'ayant plus aucun soutien populaire, toute la famille dut partir en exil.



1962, n^os 576/579 & P.A. 158/159
Anniversaire de la libération



1962, bloc 26
Anniversaire de la libération

La présidence fut donnée à Joaquín Balaguer, qui avait occupé plusieurs postes ministériels sous Trujillo et avait été son vice-président. Homme de droite, il gouverna avec l'appui des Américains, mais ne put empêcher la montée des forces de gauche, dont une de plus importantes était le PRD (*Partido Revolucionario Dominicano*) qui avait été fondé en exil, e.a. par Juan Bosch.



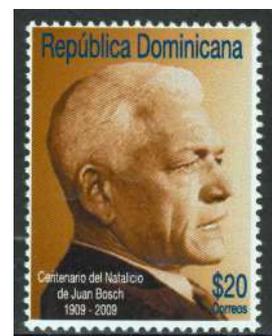
2006, n°s 1508/1509
Joaquín Balaguer

Devant cette montée de l'opposition, Balaguer préféra démissionner et partir en exil en janvier 1962. Des élections de décembre 1962 donnèrent alors la victoire au PRD et la présidence à Juan Bosch, un poète progressiste, qui mena dès le début une politique de gauche, redistribuant la terre, nationalisant les grandes entreprises et muselant l'armée. Mécontentant à la fois les grands propriétaires, les militaires et la hiérarchie catholique, qui tous craignaient que la République dominicaine allait devenir un nouveau Cuba, il fut renversé en septembre 1963 par une junte militaire.



1999, n°s 1371/1372

Juan Bosch



2009, n° 1579

Ce fut le début d'une véritable guerre civile entre les forces de droite et de gauche, à laquelle les Américains mirent fin une nouvelle fois : le 28 avril 1965, les Marines débarquèrent et prirent le contrôle du pays.

Une figure qui fait maintenant figure de héros national est le colonel Rafael Tomás Fernández Domínguez, tombé le 19 mai 1965 pendant la défense du palais présidentiel contre l'envahisseur américain.



2011, n° 1643

Colonel Rafael Tomás Fernández Domínguez

Les Américains commencèrent à évacuer le pays dès la fin de 1965, mais leur influence militaire, économique, politique et financière restait considérable. Il firent réélire Joaquín Balaguer, qui allait rester au pouvoir pendant douze années.

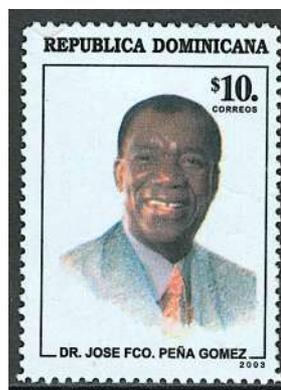
Avec l'aide américaine, ce fut une période de prospérité et de progrès économique, mais le système capitaliste accentua le clivage entre une minorité richissime et une majorité d'une extrême pauvreté.

Ballaguer fut battu aux élections de 1978 par le candidat de gauche Antonio Guzmán Fernández, qui allait rester au pouvoir de 1978 à 1982, cédant alors le pouvoir à son successeur de gauche Salvador Jorge Blanco. Ils furent portés au pouvoir par le PRD, dont le leader était José Francisco Peña.



1982, n° 889

Antonio Guzmán Fernández



2003, n° 1490

José Francisco Peña

Ballaguer revint une troisième fois au pouvoir en 1986, occupant la présidence jusqu'en 1996.

Les dernières années virent enfin des passations de pouvoir plus démocratiques, avec les présidents Leonel Fernández Reyna (1996-2000 et 2004-2012), Hipólito Mejía (2000-2004) et Danilo Medina (à partir de 2012). Cette période se caractérise surtout par une véritable explosion du tourisme de masse, amenant à la République dominicaine des devises fortes, et lui donnant enfin, après un siècle et demi de troubles, une sérénité nécessaire à son progrès et son développement.

En 2015, la poste dominicaine a encore émis un feuillet avec l'effigie de six présidents :

- Francisco Hilario Henríquez y Carvajal, président en 1916.
- Juan Bautista Vicini Burgos, président de 1922 à 1924.
- Juan Rafael Estrella Ureña, président en 1930.
- Jacinto Bienvenido Peynado, président en 1940.
- Manuel de Jesús María Ulpiano Troncoso de la Concha, président de 1940 à 1942.
- Joaquín Balaguer, président de 1960 à 1962, de 1966 à 1978 et de 1986 à 1996.



2015, n°s 1887/1894
Présidents de la république dominicaine

Bibliographie

- Catherine Ève Roupert, *Histoire d'Haïti, la première république noire du Nouveau Monde*, éd. Perrin, 2011.
- Pierre Pluchon, *Toussaint Louverture*, éd. Fayard, 1989.
- Pierre Pluchon, *Histoire de la colonisation française*, Fayard, 1991
- Maurice Jamet, *150 ans d'histoire postale des anciennes colonies françaises*, éd. Imprimerie financière, Paris, 1980.
- Plusieurs auteurs sous la direction d'Alain Yacou, *De l'île espagnole à la République dominicaine d'aujourd'hui*, éd. Karthala, Paris, 2010.
- Et bien sûr les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu *Wikipedia*